

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 297

4 février 2016

SOMMAIRE

Abes S.à r.l.	14216	KPMG Luxembourg	14214
Acrom S.A.	14216	Lower Basin Holding S.A.	14215
Australian Aggregation Investments Sarl	14216	Lux Leclercq Energy S.à r.l.	14212
Capital NL Topco S.à r.l.	14212	M+A Participations S.à r.l.	14216
Care Investments UK S.à r.l.	14212	Maps WB Platz Parking	14250
Covanta Europe Holdings S.à r.l.	14212	Mohawk Operations Luxembourg S.à r.l.	14231
EF Investments (Luxembourg) S.à r.l.	14256	Olexco S.A.	14254
Energie Blue S.à r.l.	14256	Palace Street II Fund	14216
Green Utility SICAV-SIF	14217	Phenix Group International S.A.	14216
HAB2 Prop Co. B S.à r.l.	14240	TJC Consulting S.A.	14215
HECF Luxembourg Master 2 S.à r.l.	14231	Tool Company S.A.	14215
Icebird S.A., société de gestion de patrimoine familial	14252	TotalMedia Solutions S.A.	14215
Immo Bleue	14215	Tulip S.A.	14210
Imperial & Cambridge Investments S.à r.l. ..	14213	Tulip S.A.	14210
Indian Orchid S.à r.l.	14213	Tulip S.A.	14210
International Fashion Factors	14213	Tulip S.A.	14210
International Steel Business S.A.	14213	Varnia S.A.	14215
Invoxis S.à r.l.	14213	Veralux S. à r.l.	14210
Jean Schmit Engineering	14214	Versbau S.A.	14211
JFA & Interfaces Est.	14214	VIP Home Car Wash S.à r.l.	14211
J.L. Management S.A.	14214	Volamena S.A.	14211
Jog S.à r.l.	14212	Wolf & Sofsky Lux. S. à r.l.	14211
Kingberg Immobilière S.A.	14214	Wolf & Sofsky Lux. S. à r.l.	14211
KPMG Luxembourg	14214		

Tulip S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 125.995.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015198304/9.
(150221546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Tulip S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 125.995.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015198305/9.
(150221547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Tulip S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 125.995.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015198306/9.
(150221548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Tulip S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 125.995.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015198307/9.
(150221549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Tulip S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 125.995.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015198308/9.
(150221550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Veralux S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 53, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 102.441.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015198332/9.
(150221554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Versbau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 64.249.

—
En application de l'article 314 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, Versbau S.A., qui est société mère et en même temps une entreprise filiale, est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion du fait que la Société est incluse dans les comptes consolidés de sa propre entreprise mère, EM Group Oy, établie à Yrjönkatu 16 A 9, 00120 HELSINKI, Finlande, qui relève du droit d'un Etat membre de la Communauté Européenne et que toutes les conditions dudit article 314 sont réunies.

Les comptes consolidés de EM Group Oy, le rapport de gestion des comptes consolidés et le rapport du réviseur d'entreprises au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015198333/15.

(150221840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

VIP Home Car Wash S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 7, avenue du Rock'n Roll.

R.C.S. Luxembourg B 147.457.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

La gérance

Référence de publication: 2015198334/11.

(150221674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Volamena S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 4C, rue Pletzer.

R.C.S. Luxembourg B 175.075.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015198336/10.

(150222067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Wolf & Sofsky Lux. S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5532 Remich, 9, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 137.788.

—
Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015198355/9.

(150221877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Wolf & Sofsky Lux. S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5532 Remich, 9, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 137.788.

—
Der Jahresabschluss vom 31.12.2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015198356/9.

(150221878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2015.

Capital NL Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 184.271.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capital NL Topco S.à r.l.

Référence de publication: 2015198489/10.

(150222999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2015.

Care Investments UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 179.205.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Schuttrange, le 8 décembre 2015.

Référence de publication: 2015198491/10.

(150222525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2015.

Covanta Europe Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 122.735.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Référence de publication: 2015198506/10.

(150222582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2015.

Lux Leclercq Energy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 16, rue de Drinklange.
R.C.S. Luxembourg B 170.427.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rumelange, le 26 novembre 2015.

Pour ordre

SEFISCO S.A.

Référence de publication: 2015199539/12.

(150224010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2015.

Jog S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 82.895.

Le bilan de la société au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015199472/12.

(150223413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2015.

Imperial & Cambridge Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 166.256.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 décembre 2015.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015199455/14.

(150223498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2015.

Indian Orchid S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 9, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 125.234.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le gérant

Référence de publication: 2015199456/10.

(150223292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2015.

International Fashion Factors, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3961 Ehlange, 51, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 54.558.

Les comptes annuels du 01/04/2013 au 31/03/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015199457/10.

(150224007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2015.

International Steel Business S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 140.105.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015199459/10.

(150223479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2015.

Invoxis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 172.778.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

INVOXIS S.à r.l.

Référence de publication: 2015199462/10.

(150223637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2015.

Kingberg Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 37.972.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2015.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2015199503/12.

(150223603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2015.

**KPMG Luxembourg, Société Coopérative,
(anc. KPMG Luxembourg).**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 39, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 149.133.

Dépôt rectificatif L150017064

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 décembre 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015199511/12.

(150223863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2015.

Jean Schmit Engineering, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 13, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 46.432.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015199470/10.

(150223698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2015.

JFA & Interfaces Est., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3450 Dudelange, 28, rue du Commerce.
R.C.S. Luxembourg B 144.285.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015199471/10.

(150223942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2015.

J.L. Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7216 Bereldange, 16, rue Bour.
R.C.S. Luxembourg B 79.490.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2015199468/10.

(150223724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2015.

TJC Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 121.648.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015193872/9.

(150216869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

Tool Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 173, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 105.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015193874/9.

(150217402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

TotalMedia Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1225 Luxembourg, 11, rue Beatrix de Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 124.318.

Le Bilan au 31-12-2014 et annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015193876/9.

(150217171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

Varnia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 184.293.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015193903/9.

(150217189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

Immo Bleue, Société Anonyme.

Siège social: L-9063 Ettelbruck, 3, place Marie Adélaïde.
R.C.S. Luxembourg B 183.543.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015194315/9.

(150217931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2015.

Lower Basin Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 62.569.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015194397/9.

(150218134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2015.

Palace Street II Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 179.591.

Les comptes annuels de la Société clôturant au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 26 novembre 2015.

Pour le compte de Palace Street II Fund

Citibank International Limited, Luxembourg Branch

Référence de publication: 2015194506/13.

(150218184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2015.

M+A Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5855 Hesperange, 4, rue Jos Sunnen.
R.C.S. Luxembourg B 143.327.

Le bilan et le compte de Pertes & Profits au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30/11/2015.

Signature.

Référence de publication: 2015194408/11.

(150217682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2015.

Australian Aggregation Investments Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: AUD 59.994,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 161.323.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 décembre 2015.

Référence de publication: 2015199082/10.

(150223362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2015.

Abes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6947 Niederanven, 48, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 48.944.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015199085/10.

(150223696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2015.

**Acrom S.A., Société Anonyme,
(anc. Phenix Group International S.A.)**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 175.910.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ACROM S.A. (Anc. PHENIX GROUP INTERNATIONAL S.A.)

Référence de publication: 2015199087/10.

(150224038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2015.

Green Utility SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 150.037.

Am vierundzwanzigsten Tag des Monats November im Jahre zweitausendfünfzehn, vor dem unterzeichneten Notar Maître Edouard Delosch, mit Amtssitz in Diekirch, im Großherzogtum Luxemburg, fand eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre (die Versammlung) des Green Utility SICAV-SIF, eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable) organisiert als spezialisierter Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) mit Teilfonds in Form einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions), gegründet und bestehend nach luxemburgischen Recht, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 150.037, gegründet gemäß notarieller Urkunde der Notarin Maître Martine Schaeffer, ansässig in Luxemburg, vom 8. Dezember 2009, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 83 am 13. Januar 2010, deren Satzung zuletzt aufgrund der Urkunde von Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Rambrouch, am 16. Dezember 2011 geändert wurde, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 1062 am 6. Januar 2012 (der Fonds), abgehalten.

Die Versammlung ernennt Miriam Mielcarek, Volljuristin, geschäftsansässig in Luxemburg als Vorsitzenden.

Der Vorsitzende bestimmt Natascha Sandrina Steevens, Trainee, geschäftsansässig in Luxemburg zum Schriftführer der Versammlung.

Zum Stimmzähler der Versammlung ernennt sie Elena Medagli, Volljuristin, geschäftsansässig in Luxemburg.

(Der Vorsitzende, der Schriftführer und der Stimmzähler werden nachstehend gemeinsam als die Versammlungsleitung bezeichnet).

Nach der Ernennung der Versammlungsleitung erklärt der Vorsitzende folgendes:

I. Die Versammlung wurde ordnungsgemäß per Einschreiben vom 16. November 2015, in welchem die Tagesordnung der Versammlung genannt wurde, mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung schriftlich einberufen.

II. Die bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien werden auf der Anwesenheitsliste aufgeführt. Diese Anwesenheitsliste und die Vollmachten werden nach deren Unterzeichnung durch die Aktionäre oder die Bevollmächtigten der vorliegenden Urkunde beigelegt.

Aus der genannten Anwesenheitsliste geht hervor, dass zweimillionenvierunddreißigtausenddreihundert Komma dreizehn (2.034.300,13) Aktien und eine (1) General Partner Aktie, welche einhundert Prozent (100%) der von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien darstellen, bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind, so dass die Versammlung rechtskräftig über alle Tagesordnungspunkte, welche den Aktionären bekannt ist, abstimmen kann.

III. Die Tagesordnung der Versammlung lautet wie folgt:

1. Änderung und Neuerlassung der Satzung des Fonds, in der Form wie im Anhang beigelegt;
2. Änderung der Wortlautes des Emissionsdokumentes des Fonds; und
3. Verschiedenes.

Nachdem diese Tatsachen von der Versammlung als wahr dargelegt und anerkannt wurden, hat die Versammlung, nach Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt, unter der Voraussetzung, dass die CSSF (Commission de surveillance du secteur financier) die Änderungen genehmigt, die Satzung des Fonds zwecks Anpassung an die AIFM Richtlinie zu ändern und vollständig neu zu fassen, sodass diese nunmehr wie folgt lautet:

„Abschnitt I - Name - Dauer - Zweck - Eingetragener Sitz

Art. 1. Name. Zwischen dem Komplementär und den Zeichnern der Aktien sowie allen künftigen Anlegern (die Anleger) besteht eine Kommanditgesellschaft auf Aktien („société en commandite par actions“), welche gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das Gesetz von 2007) unter der Bezeichnung GREEN UTILITY SICAV-SIF (der Fonds) als Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable“) als SICAV gilt. Der Fonds ist als spezialisierter Investmentfonds („fonds d'investissement spécialisé“) organisiert und unterliegt als solcher dem Gesetz von 2007, dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner jeweils geltenden Form (das Gesetz) sowie der hier vorliegenden Satzung.

Der Fonds qualifiziert als alternativer Investmentfonds (ein AIF) im Sinne des Artikels 1 Absatz 39 des Gesetzes vom 12. Juli 2013 über die Verwalter alternativer Investmentfonds (das Gesetz von 2013) und unterliegt somit dem Gesetz von 2013, soweit anwendbar.

Art. 2. Dauer. Der Fonds wird auf unbestimmte Dauer errichtet. Der Fonds wird spätestens mit Auflösung des letzten Teilfonds aufgelöst werden.

Art. 3. Zweck.

3.1. Der Zweck des Fonds im Allgemeinen ist es, das ihm zur Verfügung stehende Kapital in zulässige Vermögenswerte nach den Grundsätzen der Risikostreuung gemäß dem Gesetz von 2007 sowie dem CSSF Rundschreiben 07/309, zu investieren. Die besonderen Anlageziele und Anlagerichtlinien werden in dem vom Fonds ausgegebenen Emissionsdokument in der jeweils geltenden Fassung (das Emissionsdokument) sowie der relevanten Ergänzung zum Emissionsdokument (die Ergänzung) dargestellt.

3.2. Der Fonds darf grundsätzlich alle Maßnahmen ergreifen und alle Transaktionen durchführen, die er zur Erreichung und Entwicklung seines Zwecks für erforderlich hält, vorausgesetzt der Fonds beachtet die in Ziffer 3.1 dieser Satzung geregelten Beschränkungen sowie die im Gesetz von 2007 enthaltenen Bestimmungen.

Art. 4. Eingetragener Sitz.

4.1. Der eingetragene Sitz des Fonds befindet sich in Luxemburg-Stadt im Großherzogtum Luxemburg. Zweigstellen und sonstige Vertretungen können durch Beschluss des AIFMs sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland gegründet werden.

4.2. Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss des AIFMs innerhalb derselben Gemeinde verlegt werden. Die Verlegung in eine andere Gemeinde des Großherzogtums bedarf einer außerordentlichen Hauptversammlung der Anleger.

4.3. Sollte der AIFM feststellen, dass außerordentliche politische, militärische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die normale Geschäftstätigkeit des Fonds an seinem eingetragenen Sitz beeinträchtigen würden, oder wenn die Kommunikation zwischen besagtem Sitz und Personen im Ausland eingestellt wird, kann der eingetragene Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese außerordentlichen Umstände vollständig beendet sind. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keinerlei Auswirkungen auf die Nationalität des Fonds, der ungeachtet der vorübergehenden Verlegung seines eingetragenen Sitzes ein luxemburgischer Fonds bleibt.

Abschnitt II - Fondskapital - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 5. Fondskapital.

5.1. Das Aktienkapital des Fonds ist aufgeteilt in unbeschränkt haftende Aktien (die Unbeschränkt Haftende/n Aktie/n) und Stammaktien (die Stammaktie/n) und soll jederzeit dem Mindestkapital gemäß nachfolgendem Artikel 5.4. entsprechen (die Unbeschränkt Haftende/n Aktie/n und Stammaktien werden nachfolgend zusammen als die Aktien bezeichnet).

5.2. Die Unbeschränkt Haftenden Aktien sind durch den Komplementär zu zeichnen. Die Stammaktien werden sachkundigen Anlegern im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 angeboten (jeder ein Sachkundiger Anleger).

5.3. Das Anfangskapital des Fonds beläuft sich auf einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-), aufgeteilt in eine (1) Unbeschränkt Haftende Aktie und dreihundertneun (309) Stammaktien mit einem Ausgabepreis zu je 100.- Euro, die vollständig gezeichnet und voll eingezahlt sind.

5.4. Das Mindestkapital des Fonds beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-). Der Fonds hat dieses Mindestkapital innerhalb von zwölf (12) Monaten nach Zulassung des Fonds als Spezialisierter Investmentfonds gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 erreicht.

5.5. Der AIFM ist unbeschränkt berechtigt, jederzeit gemäß nachstehendem Artikel 6 zusätzliche Aktien zu einem vom AIFM festgesetzten Zeichnungspreis entsprechend dem Emissionsdokument auszugeben. Den bestehenden Anlegern muss hierbei kein Bezugsrecht zur Zeichnung der auszugebenden Aktien eingeräumt werden.

5.6. Der AIFM erlässt Vorschriften, die eine faire Behandlung der Anleger gewährleisten, sowie, wann immer ein Anleger eine Vorzugsbehandlung oder einen Anspruch auf eine solche Behandlung erhält, eine Erläuterung dieser Behandlung, der Art der Anleger, die eine solche Vorzugsbehandlung erhalten, sowie gegebenenfalls der rechtlichen oder wirtschaftlichen Verbindungen zwischen diesen Anlegern und dem Fonds oder dem AIFM. Näheres regelt das Emissionsdokument.

Art. 6. Teilfonds - Aktienklassen.

6.1. Der AIFM kann jederzeit im Sinne des Artikels 71 des Gesetzes von 2007 und gemäß der Bestimmungen im Emissionsdokument sowie der relevanten Ergänzung für jede Aktienklasse oder für zwei oder mehrere Aktienklassen unterschiedliche Pools von Vermögenswerten (Asset Pools) bilden, wobei jeder Pool einen gesonderten Teilfonds darstellt (jedes ein Teilfonds). Jeder einzelne Pool von Vermögenswerten soll im Sinne des Artikels 3 dieser Satzung zum ausschließlichen Nutzen der Anleger des entsprechenden Teilfonds investiert werden. Jeder Teilfonds kann unterschiedliche spezifische Merkmale besitzen (u.a. einschließlich spezifischer Gebührenstrukturen, zulässige und beschränkte Investitionen und Ausschüttungspolitik), welche vom AIFM für jeden Teilfonds festgelegt werden kann.

6.2. Der AIFM kann jederzeit verschiedene Aktienklassen ausgeben (eine Klasse oder Klassen, je nachdem), die mit unterschiedlichen Rechten und Pflichten verbunden sind. Die Aktien werden gemäß nachstehendem Artikel 8 gemäß den vom AIFM beschlossenen Bestimmungen ausgegeben, deren Einzelheiten dem Emissionsdokument sowie der relevanten Ergänzung für einen jeweiligen Teilfonds zu entnehmen sind.

Die Aktienklassen unterscheiden sich insbesondere in den Ausgabezeitpunkten jeder Aktie sowie den damit verbundenen Auswirkungen auf den Nettoinventarwert pro Aktie aufgrund einer erfolgsbezogenen Vergütung des Komplementärs, wie näher dem Emissionsdokument sowie der relevanten Ergänzung zu entnehmen ist.

6.3. Zum Zwecke der Bestimmung des Kapitals des Fonds kann das Nettovermögen eines jeden Teilfonds, wenn nicht in Euro ausgegeben, in Euro umgewandelt werden, so dass sich das Kapital des Fonds aus dem aggregierten Nettovermögen aller Teilfonds ergibt.

Art. 7. Form der Aktien.

7.1. Der Fonds gibt ausschließlich Namensaktien ohne Nennwert aus.

7.2. Alle ausgegebenen Namensaktien des Fonds werden im Aktienregister der Anleger (das Aktienregister) eingetragen, das von dem AIFM oder von einer oder mehreren hierfür von dem AIFM ernannten Personen geführt wird. Dieses Register enthält den Namen jedes Anlegers, seinen gegenüber der Bank angegebenen Wohnsitz sowie die Anzahl der von ihm gehaltenen Namensaktien.

7.3. Die Eintragung des Namens des Anlegers im Aktienregister belegt sein Eigentum an Aktien des Teilfonds. Der Fonds stellt keine Aktienzertifikate aus.

7.4. Die Aktien des Fonds sind grundsätzlich, vorbehaltlich anderweitiger Regelungen in den jeweiligen Ergänzungen, frei übertragbar. Gemäß den Bestimmungen dieses Artikels 7 der vorliegenden Satzung wird jede Übertragung von Aktien im Aktienregister eingetragen. Die entsprechende Eintragung muss vom AIFM oder von einer anderen, vom AIFM hierzu bevollmächtigten Person unterzeichnet werden.

7.5. Anleger, die zum Erhalt von Aktien berechtigt sind, müssen dem AIFM eine Anschrift für die Zustellung sämtlicher Mitteilungen und Ankündigungen mitteilen. Die entsprechende Anschrift wird auch im Aktienregister eingetragen.

7.6. Sollte ein Anleger keine Anschrift angeben, kann der AIFM im Aktienregister einen entsprechenden Vermerk vorsehen. Als Anschrift des betreffenden Anlegers gilt dann der eingetragene Sitz des Fonds oder jede andere Anschrift, die von dem AIFM gegebenenfalls eingetragen wird, bis der betreffende Anleger des Fonds eine andere Anschrift mitteilt. Ein Anleger kann seine im Aktienregister eingetragene Anschrift jederzeit durch schriftliche Mitteilung an den AIFM oder an den Fonds an seinen eingetragenen Sitz oder an jede andere Anschrift, die von dem AIFM gegebenenfalls festgelegt wird, ändern.

7.7. Der Fonds in Bezug auf einen bestimmten Teilfonds erkennt nur einen Inhaber pro Aktie an. Falls sich ein oder mehrere Aktien in gemeinschaftlichem Eigentum befinden oder wenn das Eigentum an solchen Aktien strittig ist, müssen alle Personen, die einen Anspruch auf die betreffenden Aktien erheben, einen Vertreter benennen, der die betreffende Aktienbeteiligung gegenüber dem Fonds vertritt. Wird ein solcher Vertreter nicht ernannt, werden alle Rechte an den betreffenden Aktien ausgesetzt. Außerdem behält sich der Fonds bei gemeinschaftlichem Aktieneigentum das Recht vor, etwaige Rücknahmeerlöse, Dividendenausschüttungen oder sonstige Zahlungen nach ihrem alleinigen Ermessen nur an den ersten registrierten Anleger, den der Fonds als Vertreter aller gemeinschaftlichen Eigentümer ansehen kann, oder aber an alle gemeinschaftlichen Anleger gemeinsam auszuzahlen.

7.8. Der AIFM kann die Ausgabe von Aktienbruchteilen bis zu einem Tausendstel beschließen. Solche Aktienbruchteile sind mit keinem Stimmrecht verbunden, sind aber zur Teilhabe am Nettovermögen der betreffenden Aktienklasse pro rata berechtigt.

7.9. Dividendenausschüttungen erfolgen gegebenenfalls an die Anleger per Banküberweisung oder per Scheck, der an die im Aktienregister angegebene Anschrift geschickt wird.

Art. 8. Ausgabe von Aktien.

8.1. Der AIFM kann die Ausgabe von Aktien an bestimmte Bedingungen knüpfen (unter anderem an, aber nicht beschränkt auf, die Unterzeichnung von Zeichnungsdokumenten und die Bereitstellung von Informationen, die der AIFM für angemessen hält) und ein Mindestzeichnungsvolumen festlegen. Der AIFM kann ebenfalls in Bezug auf einen bestimmten Teilfonds eine Zeichnungsgebühr erheben und hat das Recht, auf diese Zeichnungsgebühr ganz oder teilweise zu verzichten. Alle Bedingungen, an die die Ausgabe von Aktien geknüpft ist, sind dem Emissionsdokument und der Ergänzung zu entnehmen.

8.2. Der Ausgabepreis der auszugebenden Aktien richtet sich nach den Bestimmungen im Emissionsdokument und der Ergänzung.

8.3. Die Zahlung erfolgt gemäß der vom AIFM im Emissionsdokument und in der Ergänzung festgelegten Bedingungen und Fristen.

8.4. Der Fonds kann gemäß der Bestimmungen im Emissionsdokument und den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere unter Einhaltung der Verpflichtung zur Erstellung eines Bewertungsberichts durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer des Fonds, einen „réviseur d'entreprises agréé“, als Gegenleistung für Sacheinlagen in Form von Vermögenswerten und/oder Wertpapieren, Aktien ausgeben.

8.5. Anträge, die vor Ablauf der vom AIFM festgelegten Zeichnungsfrist bei dem Fonds oder bei seinen ordnungsgemäß ernannten Vertretern eingehen, werden gemäß den vom AIFM festgelegten Bedingungen und Fristen bearbeitet.

8.6. Der AIFM kann jedes ordnungsgemäß bevollmächtigte Mitglied des AIFMs, jede Führungskraft, jeden Angestellten oder jeden sonstigen entsprechend bevollmächtigten Vertreter (insbesondere einem hierzu bestellten Dienstleister) mit der Annahme der Zeichnungen für die neu auszugebenden Aktien und ihrer Aushändigung beauftragen.

Art. 9. Rücknahme und Rückkauf von Aktien.

9.1. Vorbehaltlich anderweitiger Regelungen in den jeweiligen Ergänzungen ist die Rücknahme von Aktien grundsätzlich möglich. Eine Rücknahme erfolgt nur auf Antrag des Anlegers in Übereinstimmung mit der jeweiligen Ergänzung.

9.2. Der AIFM kann beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile des Fonds in einem Teilfonds einseitig zurückzukaufen, um eingezahltes und frei gewordenes Kapital an alle Anleger, welche diese Aktien beziehungsweise Aktienbruchteile halten, zurückzuführen, beziehungsweise, um Aktien oder Aktienbruchteile des Fonds in einem Teilfonds einseitig gemäß Artikel 10 dieser Satzung zurückzukaufen. Der Rückkaufpreis wird durch den AIFM im Einklang mit den Regelungen im Emissionsdokument und in der jeweiligen Ergänzung festgelegt.

9.3. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Anleger einer jeweiligen Aktienklasse eines bestimmten Teilfonds und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital des Teilfonds.

9.4. Rücknahmen, Rückkäufe und Auszahlungen des Rücknahme bzw. Rückkaufpreises dürfen nicht erfolgen, wenn infolgedessen das Kapital des Fonds unter das nach luxemburgischem Recht geforderte Mindestkapital fallen würde.

Art. 10. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien.

10.1. Aktien an dem Fonds sind Sachkundigen Anlegern und vorwiegend institutionellen Anlegern im Sinne des Gesetzes von 2007 vorbehalten. Darüber hinaus kann der AIFM nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte Sachkundige Anleger einschränken oder verbieten, wenn er der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann;
- bewirken kann, dass der Fonds in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird; oder
- bei Verstoß eines Anlegers gegen die Satzung, das Emissionsdokument, die Ergänzung zu Emissionsdokument im Hinblick auf den jeweiligen Teilfonds oder die Zeichnungsdokumente.

Zu diesem Zweck kann der Fonds:

- a. die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktienregister verweigern,
- b. Aktien zwangsweise, zu den im Emissionsdokument und/oder der jeweiligen Ergänzung zum Emissionsdokument im Hinblick auf den jeweiligen Teilfonds festgelegten Regeln, zurücknehmen,
- c. bei Versammlungen der Anleger Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien des Fonds zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

10.2. Aktien am Fonds können grundsätzlich ohne Einschränkungen jederzeit frei übertragen werden, vorausgesetzt der Erwerber ist ein Sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007.

Art. 11. Nettoinventarwert.

11.1. Bewertungsregeln

Das Kapital des Fonds lautet auf Euro („€“). Der Nettoinventarwert des Fonds berechnet sich ebenfalls in Euro.

Vorbehaltlich anderweitiger Regelungen im Emissionsdokument sowie in der jeweiligen Ergänzung wird der Ausgabe- und Rücknahmepreis jeder Aktie pro Aktienklasse in einem Teilfonds zu jedem Bewertungsstichtag in der Basiswährung berechnet und am Sitz des Fonds zur Verfügung gestellt.

Sofern nicht anderweitig im Emissionsdokument sowie der relevanten Ergänzung vorgesehen gilt als Bewertungsstichtag der letzte Tag eines jeden Quartals. Der Nettoinventarwert wird spätestens dreißig (30) Kalendertage nach jedem Bewertungsstichtag zur Verfügung gestellt. Sollte dieser Tag kein Geschäftstag in Luxemburg sein, wird der Nettoinventarwert pro Aktie zum letzten Geschäftstag desselben Quartals in Luxemburg berechnet.

Die Errechnung des Ausgabepreises einer Aktie, vorbehaltlich anderweitiger Regelungen in dem Emissionsdokument sowie der jeweiligen Ergänzung zum Emissionsdokument, entspricht dem Wert des dazugehörigen Teilfondsvermögens abzüglich der anteiligen Teilfondsverbindlichkeiten (inklusive aller erfolgsbezogenen Vergütungen) an einem Bewertungsstichtag, wobei dieser Betrag durch die Zahl der umlaufenden Aktien dieser Klasse des jeweiligen Teilfonds geteilt wird. Der Ausgabepreis ist innerhalb von fünf (5) Geschäftstagen nach dem jeweiligen Bewertungsstichtag zahlbar. Der errechnete Ausgabepreis gilt, vorbehaltlich anderweitiger Regelungen in dem Emissionsdokument sowie in der jeweiligen Ergänzung zum Emissionsdokument, jeweils als Ausgabepreis und somit als erster Nettoinventarwert zwecks Festlegung der erfolgsbezogenen Vergütung für sämtliche Anleger, die zu diesem Bewertungsstichtag und somit zu diesem Nettoinventarwert Aktien an dem jeweiligen Teilfonds erworben haben, sofern die erfolgsbezogene Vergütung mit Bezug auf den Nettoinventarwert berechnet wird.

Die Errechnung des Rücknahmepreises einer Aktie entspricht dem Wert des zur jeweiligen Aktienklasse dazugehörigen Teilfondsvermögens abzüglich der anteiligen Teilfondsverbindlichkeiten, d.h. insbesondere der erfolgsbezogenen Vergütungen an einem Bewertungsstichtag. Der Nettoinventarwert pro Aktie der jeweiligen Aktienklasse wird ermittelt, indem der Nettoinventarwert der gesamten Aktienklasse in einem Teilfonds durch die Zahl der umlaufenden Aktien dieser Klasse des entsprechenden Teilfonds geteilt wird. Aktien innerhalb derselben Aktienklasse haben denselben Nettoinventarwert pro Aktie. Der Nettoinventarwert eines Teilfonds ist gleich der Differenz zwischen dem Bruttovermögen dieses Teilfonds und seiner Verbindlichkeiten.

Das Gesamtvermögen des Fonds entspricht der Summe des Nettovermögens aller Teilfonds.

Der Fonds bewertet seine Anlagen zum Zeitwert (Fair Value). Dabei werden:

- a. Beteiligungen in Infrastrukturanlagen sowie nicht börsennotierter Unternehmensbeteiligungen (d.h. Private Equity-Anlagen) anhand der DCF-Methode bewertet. Hierbei werden die Cash Flows auf Projektebene ermittelt und als Basis zur Berechnung des Zeitwerts herangezogen. Die Cash Flows werden mit 6% abgezinst, was der erwarteten Rendite der Investoren entspricht. Weiterhin werden zur Ermittlung der Zeitwerte zum jeweiligen Stichtag die auf Projektebene bestehenden liquiden Mittel und Nettoforderungen/ -verbindlichkeiten addiert. Den Zeitwert beeinflussende Faktoren (wie bspw. Performance der Anlage, Änderung der Bankenfinanzierung, Änderung der steuerlichen Abschreibungsbedingungen, Änderungen der Einspeisevergütung usw.) werden auf Projektebene durch Anpassung der Cash Flows reflektiert;
- b. entsprechend dem Ermessen des AIFMs bei Bedarf auch jede andere Bewertungsmethode nach den jeweils gültigen Bewertungsrichtlinien (Valuation Guidelines) der European Private Equity & Venture Capital Association (EVCA) zur Bewertung herangezogen;
- c. Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem Geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet;
- d. Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern der Fonds zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere veräußert werden können, und ansonsten zum wahrscheinlichen Realisierungswert;
- e. Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, deren Kurse nicht marktgerecht sind, sowie alle anderen Vermögenswerte zum wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;
- f. flüssige Mittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- g. Festgelder zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- h. der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zu deren jeweiligem Nettoliquidationswert bewertet, wie er gemäß den Richtlinien der Hauptverwaltungsstelle auf einer konsistenten für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandt wird; der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, auf Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Termingeschäfte oder Optionen vom Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern ein Termingeschäft oder eine Option an einem Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag von der Hauptverwaltungsstelle in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt;
- i. Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse notiert oder an einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden und deren Restlaufzeit bei Erwerb weniger als neunzig (90) Tage beträgt, grundsätzlich zu Amortisierungskosten bewertet, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird;
- j. Zinsswaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet;
- k. sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem von der zentralen Verwaltungsstelle auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist;
- l. nicht auf die Basiswährung des Fonds oder eines Teilfonds lautende Vermögenswerte zu den zuletzt im Interbankenmarkt festgestellten und verfügbaren Devisenreferenzkursen in die Basiswährung des Fonds oder des Teilfonds umgerechnet; wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem von der Hauptverwaltungsstelle festgelegten Verfahren bestimmt;
- m. Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten;
- n. Investmentanteile an OGAW (Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere) und/oder OGA (Organismen für gemeinsame Anlagen) des offenen Typs zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet;
- o. Anteile an OGAW/OGA des geschlossenen Typs sowie an Beteiligungsgesellschaften werden grundsätzlich zum Verkehrswert bewertet, es sei denn, an einem Bilanzstichtag liegt eine voraussichtlich dauerhafte Wertminderung vor. Dann ist eine Abschreibung auf den niedrigeren Wert vorzunehmen, der die Wertminderung berücksichtigt. Ein niedriger Wertansatz darf nicht beibehalten werden, wenn die Gründe dafür nicht mehr bestehen;
- Jede Anlage des Fonds wird mindestens einmal pro Jahr ausgehend von den verfügbaren Informationen der Zentralen Verwaltungsstelle oder des Verwalters oder Beraters vom AIFM hinsichtlich ihrer Werthaltigkeit überprüft und gegebenenfalls wertberichtigt und vom beauftragten Wirtschaftsprüfer entsprechend überprüft.
- Am Ende jedes Berichtszeitraums (gemäß der Festlegung der Zeiträume im Emissionsdokument) muss der Zeitwert jedes Vermögenswertes des Fonds anhand der beschriebenen Methodik neu festgelegt und gegebenenfalls unter Berücksichtigung folgender Vorgaben angepasst werden:
- a. Aktualisierung des letzten verfügbaren Nettoinventarwertes, der vom AIFM, beziehungsweise der vom AIFM bestellten zentralen Verwaltungsstelle des Fonds und/oder dem/ den Berater(n) des AIFMs, vorgelegt wird;
- b. Cashflows während des Berichtszeitraums; und
- c. Wechselkurs, sofern vorhanden, am Ende des Berichtszeitraums.

Vermögenswerte, die in einer anderen Währung als der Basiswährung oder in Euro ausgedrückt werden, werden auf der Grundlage des am betreffenden Bewertungsstichtag geltenden Wechselkurses umgerechnet. Falls kein Wechselkurs zur Verfügung steht, wird der Wechselkurs gutgläubig vom AIFM oder gemäß dem vom AIFM vorgegebenen Verfahren festgelegt.

Der AIFM kann nach eigenem Ermessen und in gutem Glauben die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode zulassen, wenn er davon ausgeht, dass diese Bewertung den Zeitwert eines beliebigen Vermögenswertes des Fonds besser zum Ausdruck bringt.

Alle Bewertungsregeln und Wertermittlungen müssen in Übereinstimmung mit den allgemein in Luxemburg zugelassenen Buchhaltungsgrundsätzen ausgelegt und durchgeführt werden.

Der Fonds behält sich das Recht vor, die Ermittlung des Nettoinventarwertes unter den im untenstehenden Artikel 12 dargelegten Umständen auszusetzen.

Sollten die Kurse oder Wertermittlung bestimmter von dem Fonds gehaltenen Vermögenswerte für die Ermittlung des Nettoinventarwertes pro Aktie in einer Aktienklasse des entsprechenden Teilfonds nicht verfügbar sein, kann jeder dieser Kurse oder Wertermittlung durch den letzten bekannten Kurs (vorausgesetzt dieser letzte bekannte Kurs ist repräsentativ) oder durch die letzte Wertermittlung, wie vom AIFM festgelegt, ersetzt werden.

Bei der Ermittlung des Wertes der Vermögenswerte des Fonds bezieht sich die zentrale Verwaltungsstelle auf die Information, die ihr aus diversen Quellen vorliegen (einschließlich Berater). Die zentrale Verwaltungsstelle ist nicht für die Richtigkeit der Angaben aus diesen Quellen verantwortlich.

In Bezug auf Anlagen in OGA jedoch und unter Berücksichtigung der geltenden Sorgfaltspflichten und Due Diligence-Standards kann die zentrale Verwaltungsstelle des Fonds beziehungsweise kann/können der/die Berater des AIFMs Bewertungen zugrunde legen, die vom AIFM und/oder von einem oder mehreren vom AIFM hierzu ordnungsgemäß befugten Spezialisten bereitgestellt wurden.

In Fällen, in denen eine oder mehrere Quellen der zentralen Verwaltungsstelle zur Bewertung eines wichtigen Teils der Vermögenswerte des Fonds nicht zur Verfügung stehen, ist die zentrale Verwaltungsstelle berechtigt, den Nettoinventarwert nicht zu berechnen, und demzufolge möglicherweise nicht in der Lage, die Ausgabe- und Rücknahmepreise festzulegen. Der AIFM muss in diesem Fall von der zentralen Verwaltungsstelle informiert werden. Der AIFM kann dann entscheiden, die Ermittlung des Nettoinventarwertes gemäß dem im Artikel 12 erläuterten Verfahren auszusetzen.

11.2. Kalkulation des Nettoinventarwertes:

- Aktien des Fonds bzw. eines Teilfonds, die gemäß Artikel 9 der Satzung zurückgenommen werden sollen, gelten bis unmittelbar nach dem vom AIFM festgelegten Bewertungsstichtag als vorhanden und berücksichtigt; ab diesem Zeitpunkt gilt ihr Preis als Verbindlichkeit des Fonds bzw. des jeweiligen Teilfonds bis sie durch den Fonds bzw. den jeweiligen Teilfonds bezahlt werden;

- Von dem Fonds bzw. einem Teilfonds auszugebende Aktien gelten ab dem Ausgabedatum als ausgegeben; ab diesem Zeitpunkt und bis zum Erhalt durch den Fonds bzw. den jeweiligen Teilfonds gilt ihr Preis als Verbindlichkeit gegenüber dem Fonds bzw. dem jeweiligen Teilfonds;

- Alle Anlagen, Barguthaben und sonstigen Vermögenswerte, die auf andere Währungen lauten als diejenigen, in denen der Nettoinventarwert eines entsprechenden Teilfonds berechnet wird, werden nach Berücksichtigung des auf dem größten geregelten Markt für den betreffenden Vermögenswert am Handelstag vor dem Bewertungsstichtag gültigen Wechselkurses bewertet;

11.3. Wenn sich der Fonds bzw. ein Teilfonds an einem beliebigen Bewertungsstichtag verpflichtet hat:

- Einen beliebigen Vermögenswert zu erwerben, wird der Wert des für den betreffenden Vermögenswert zu entrichtende Kaufpreis als Verbindlichkeit des Fonds bzw. des jeweiligen Teilfonds, und der Wert des zu erwerbenden Vermögenswertes als Vermögenswert des Fonds bzw. des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen;

- Einen beliebigen Vermögenswert zu verkaufen, wird der Wert des für den betreffenden Vermögenswert zu erhaltenden Kaufpreises als Vermögenswert des Fonds bzw. des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen, und der auszuliefernde Vermögenswert nicht in das Fonds- bzw. Teilfondsvermögen einbezogen;

- Ist der genaue Wert oder die genaue Art des betreffenden Kaufpreises oder Vermögenswertes zum Bewertungsstichtag nicht bekannt, wird dieser Wert vom AIFM geschätzt.

11.4. Vom Fonds und seinen Teilfonds zu tragende Kosten

Vom Fonds zu tragende Kosten, Vergütungen und Ausgaben, welche für den oder von einem Teilfonds des Fonds veranlasst werden, erfolgen ausschließlich zu Lasten des jeweiligen Teilfonds. Vom Fonds zu tragende Kosten, Vergütungen und Ausgaben, die nicht ausschließlich einem bestimmten Teilfonds zugeordnet werden können, erfolgen zu Lasten aller Teilfonds im Verhältnis zu ihrem Netto-Teilfondsvermögen.

Bei mehreren Aktienklassen innerhalb eines Teilfonds ist entsprechend zu verfahren.

Der Fonds trägt sämtliche Kosten im Zusammenhang mit seiner Tätigkeit und Verwaltung, soweit diese Kosten nicht von Dritten zu tragen sind. Zu den vom Fonds zu tragenden Kosten gehören:

a. Kosten der Gründung und Errichtung;

b. Kosten für die Erstellung, Änderung und Veröffentlichung des Emissionsdokumentes, der Satzung, sowie der Jahres- und Zwischenberichte sowie anderer Berichte und Mitteilungen an die Anleger;

c. Kosten der Vergütung der Verwahrstelle, Zahlstelle, Register- und Transferstelle, Domizilierungs- und zentralen Verwaltungsstelle;

d. sämtliche Kosten im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten (einschließlich Rechts-, Steuer- und sonstiger Beratungsgebühren);

e. Aufwendungen für die Erstellung und Prüfung von mit der Börsennotierung zusammen hängenden, über das übliche Maß der Berichterstattung hinausgehende Mitteilungen und Analysen;

f. Prüfungs- und Rechtsberatungskosten einschließlich der Kosten für die Erstellung und Abgabe von Steuererklärungen oder sonstiger Bescheinigungskosten steuerlicher Daten und Nachweise für in- und ausländische Steuerzwecke;

g. Steuern und öffentliche Abgaben;

h. Kosten für die Beurteilung durch national und international anerkannte Rating-Agenturen;

i. Kosten im Zusammenhang mit dem Erlangen und Aufrechterhalten eines Status, der dazu berechtigt, in einem Land direkt in Vermögensgegenstände investieren oder an Märkten in einem Land direkt als Vertragspartner auftreten zu können; und

j. Kosten, inbegriffen nachgewiesene Reisekosten der Geschäftsführer des AIFMs im Rahmen dessen Tätigkeit als Geschäftsführer für den Fonds, bzw. für den jeweiligen Teilfonds.

Laufende, mit Beteiligungen verbundene Transaktionsaufwendungen werden den jeweiligen Beteiligungen als Transaktionskosten zugerechnet.

Zentrale Verwaltungsstelle und Verwahrstelle können aus den von ihnen vereinnahmten Vergütungen wechselseitig oder an Dritte Bestandspflege und Serviceprovisionen zahlen; eine Belastung des Fonds mit zusätzlichen Kosten entsteht hierdurch nicht.

Die Kosten für die Gründung des Fonds sowie die Erstaussgabe von Aktien werden in dem Emissionsdokument bzw. der Ergänzung aufgeführt und werden über einen Zeitraum von höchstens fünf (5) Jahren ab Beginn der Geschäftsaufnahme des Fonds bzw. des jeweiligen Teilfonds abgeschrieben. Kosten für die Gründung jeder weiterer Teilfonds können über einen Zeitraum von höchstens fünf (5) Jahren ab Beginn der Geschäftsaufnahme dieses Teilfonds abgeschrieben werden.

Der Fonds darf Kosten im Zusammenhang mit der Verwaltung und Verwahrung von Vermögenswerten sowie andere Kosten regelmäßiger oder wiederkehrender Art über einen geschätzten Betrag im Voraus über ein Jahr oder über andere Zeiträume berechnen und diese zu gleichen Teilen über die entsprechenden Zeiträume aufteilen.

Des Weiteren hat der Komplementär Anspruch auf Zahlung einer jährlichen Verwaltungsgebühr sowie der erfolgsbezogenen Vergütung, welche nach den Bestimmungen in den jeweiligen Ergänzungen für die jeweiligen Teilfonds zu berechnen sind.

Art. 12. Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes. Der Fonds kann die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie und pro Aktienklasse eines beliebigen Teilfonds sowie die Ausgabe und Rücknahme der Aktien eines jeden Teilfonds zeitweilig aussetzen, wenn und solange Umstände vorliegen, die dies erfordern und sofern die Einstellung und Berücksichtigung der Interessen der Anleger gerechtfertigt ist, insbesondere:

a. wenn (mit Ausnahme von gewöhnlichen Feiertagen oder den an Wochenenden üblichen Ruhetagen) eine oder mehrere Börsen oder Märkte, welche für einen wesentlichen Teil des jeweiligen Teilfondsvermögens die Bewertungsgrundlage bilden oder wenn eine oder mehrere ausländischen Devisenmärkte in der Währung, auf die ein wesentlicher Teil des jeweiligen Teilfondsvermögens lautet, aus anderen als den vorstehenden Gründen geschlossen sind oder der dortige Handel beschränkt oder ausgesetzt wird;

b. wenn als Folge außergewöhnlicher, außerhalb der Verantwortung und Kontrolle des AIFMs liegenden Gründen die Veräußerung oder Bewertung von Anlagen, die einen wesentlichen Teil eines jeweiligen Teilfondsvermögens ausmachen, unmöglich wird;

c. wenn aufgrund von Beschränkungen des Devisenverkehrs die Geschäfte für den Fonds bzw. einen jeweiligen Teilfonds nicht zu den normalen Wechselkursen erfolgen können oder wenn der Wert der Vermögenswerte nicht wirksam ermittelt werden kann;

d. während eines Ausfalles der üblichen Kommunikationsmittel, die normalerweise zur Ermittlung des Kurses oder des Wertes der Anlagen oder der aktuellen Börsenkurse verwendet werden;

e. falls aus anderen Gründen der Nettoinventarwert nicht in der geforderten Schnelligkeit und Genauigkeit berechnet werden kann;

f. während eines Zeitraums, in dem der Fonds bzw. der jeweilige Teilfonds nicht dazu in der Lage ist, Gelder zu repatriieren, die benötigt werden, um Zahlungen für die Rücknahme der Aktien zu leisten, oder indem die Gelder aus der Veräußerung oder für den Erwerb von Anlagen oder Zahlungen für die Rücknahme von Anteilen nach Ansicht des AIFMs nicht zu normalen Wechselkursen überwiesen werden können;

g. während eines Zeitraums, in dem nach Ansicht des AIFMs ungewöhnliche Umstände herrschen, unter denen es unmöglich ist oder unfair gegenüber den Anlegern wäre, den Handel mit den Aktien fortzusetzen;

h. während eines Zeitraums, in dem nach Ansicht des AIFMs unzureichende liquide Mittel die Rücknahme von Aktien unmöglich machen. Anleger, welche einen Rücknahmeantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwerts pro Aktie unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Berechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt;

i. wenn die Auflösung des Fonds oder eines Teilfonds beschlossen wurde.

Der Fonds hat den Anlegern die Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes, sofern diese länger als dreißig (30) Kalendertage andauert, unverzüglich in angemessener Weise mitzuteilen.

Während einer solchen Aussetzung des Handels werden keine Aktien ausgegeben oder zurückgenommen. Nach Möglichkeit werden alle angemessenen Maßnahmen ergriffen, um einen Aussetzungszeitraum so rasch wie möglich zu beenden.

Während der Dauer der Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes dürfen Anleger ihre Zeichnungsaufträge und Rücknahmeanträge zurückziehen. Nicht zurückgezogene Zeichnungsaufträge und Rücknahmeanträge werden mit den bei Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes festgestellten Ausgabe- bzw. Rücknahmepreisen abgerechnet.

Abschnitt III - Verwaltung und Aufsicht

Art. 13. Der Geschäftsführer und Verwalter Alternativer Investmentfonds.

13.1. Der Komplementär ist ermächtigt, nach eigenem Ermessen einen Verwalter Alternativer Investmentfonds (AIFM) und Geschäftsführer, bei dem es sich nicht um einen unbeschränkt haftenden Gesellschafter des Fonds handeln muss, für den Fonds zu bestellen und abzurufen oder die Geschäftsführung und Verwaltung selbst auszuführen, sofern er alle gesetzlichen und regulatorischen Voraussetzungen erfüllt. Sofern der AIFM nicht die Voraussetzungen einer der Ausnahmetatbestände des Artikels 3 Abs. 2 der Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 8. Juni 2011 über die Verwalter alternativer Investmentfonds in der jeweils geltenden Fassung (die AIFM Richtlinie) bzw. des jeweils anwendbaren nationalen Rechts erfüllt, hat der Komplementär in Übereinstimmung mit Artikel 4 Absatz 1 Buchstabe a) des Gesetzes von 2013 einen AIFM zu bestellen, der ordnungsgemäß zur Verwaltung alternativer Investmentfonds auf Grundlage des jeweiligen zur Umsetzung der AIFM Richtlinie ergangenen nationalen Rechts zugelassen ist.

Der Fonds untersteht vorliegend der Verwaltung des AIFMs, welcher vom Komplementär als AIFM und Geschäftsführer bestellt wurde.

Der mit dem AIFM geschlossene Vertrag betreffend die Verwaltung und Geschäftsführung alternativer Investmentfonds, durch welchen der AIFM als AIFM und Geschäftsführer des Fonds durch den Komplementär bestellt wurde, beinhaltet vor allem Regelungen zur Beendigung dieses Vertrages. Insbesondere beinhaltet der Vertrag Bestimmungen gemäß derer der Komplementär den AIFM, im eigenen Ermessen, als AIFM und Geschäftsführer des Fonds abberufen kann. Die Abberufung und Neubestellung des AIFMs als AIFM und Geschäftsführer ist allerdings nur möglich sofern für den Fonds durch den Komplementär zeitgleich ein neuer AIFM und Geschäftsführer bestellt wird, wobei die Verwaltung und Geschäftsführung des Fonds bei Vorliegen der erforderlichen Voraussetzungen, wie oben beschrieben, auch durch den Komplementär selbst vorgenommen werden können. Die Abberufung und Neubestellung des AIFMs ist in jedem Fall im Vorfeld von der CSSF zu genehmigen.

Jeder Verweis auf den AIFM in dieser Satzung gilt als Verweis auf den AIFM in seiner Funktion als Verwalter Alternativer Investmentfonds oder als Verweis auf den AIFM in seiner Funktion als Geschäftsführer des Fonds.

13.2. Gemäß den in dieser Satzung bestimmten Einschränkungen:

(a) ist der AIFM mit den umfassenden Vollmachten ausgestattet, um den Fonds und jeden Teilfonds im Interesse der Anleger entsprechend den Bedingungen der vorliegenden Satzung und den Luxemburger Gesetzen und Verordnungen zu verwalten und um alle Rechte und Pflichten auszuüben, welche mittelbar oder unmittelbar mit dem Fondsvermögen zusammenhängen; und

(b) hat der AIFM in seinem alleinigen Ermessen das volle und alleinige Recht, die Befugnis und Legitimation jegliche Aufgaben des Fonds wahrzunehmen und alles Erforderliche zur Erreichung des Zwecks des Fonds im Sinne des Artikels 3 dieser Satzung zu veranlassen. Er ist insbesondere verantwortlich für die Geschäftsführung und Leitung des Fonds, insbesondere für das Anlagengeschäft der einzelnen Teilfonds, die Investitionsentscheidungen, sowie die Verfolgung der Investitionsziele einschließlich der Umsetzung der Anlagepolitik jedes Teilfonds. Des Weiteren kann der AIFM Techniken und Instrumente in Bezug auf übertragbare Sicherheiten, Währungen oder andere Kapitalanlagen im Zusammenhang mit deren Investitionspolitik oder einer effizienten Portfolioverwaltung anwenden.

13.3. Gegenüber Dritten, außer im Falle der Unterzeichnung und Beendigung des mit dem AIFM abzuschließenden Vertrages über die Verwaltung und Geschäftsführung des Fonds, was ausschließlich vom Komplementär vorgenommen werden soll, wird der Fonds durch die alleinige Unterschrift des AIFMs, handelnd durch eine oder mehrere Unterzeichnungsbevollmächtigte oder durch die einzelne oder gemeinschaftliche Unterzeichnung anderer Personen, an welche diese Befugnis durch den AIFM in seinem Ermessen übertragen wurde, wirksam verpflichtet.

13.4. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich kraft Gesetzes oder gemäß dieser Satzung der Hauptversammlung zugewiesen werden, fallen in den Zuständigkeitsbereich des AIFMs. Dem AIFM steht ein Vetorecht gegen sämtliche Entscheidungen der Hauptversammlung zu, die die Rechte des Fonds gegenüber Dritten betreffen oder durch die die Satzung geändert wird.

Art. 14. Rücktritt des Komplementärs.

14.1. Der Komplementär ist nicht befugt während den ersten fünf (5) Jahren seit Auflegung des Fonds zu kündigen. Setzt der Komplementär nach den fünf (5) Jahren sein Amt fort, verlängert sich seine Amtszeit automatisch um weitere drei (3) Jahre.

14.2. Der Komplementär kann nur dann zurücktreten, wenn er für seine Rechtsnachfolge einen Nachfolger bestimmt hat und er die Genehmigung dieses Nachfolgers durch die Hauptversammlung in Form eines bestätigenden Abstimmungsergebnisses der Anleger, die mehr als fünfzig (50) Prozent der ausgegebenen Aktien halten und zur Abstimmung berechtigt sein müssen, einholt.

14.3. Falls kein Nachfolger innerhalb von drei (3) Monaten nach der Verkündung der Kündigung durch den Komplementär bestimmt wird, wird der AIFM eine Hauptversammlung einberufen um über die Liquidation des Fonds zu entscheiden.

Art. 15. Amtsenthebung des Komplementärs.

15.1. Der Komplementär kann bei einer Hauptversammlung aus seinem Amt entfernt werden durch:

(a) bestätigenden Beschluss der Anleger, die mehr als achtzig (80) Prozent der stimmberechtigten Aktien halten.

Dabei kann ein derartiger Amtsenthebungsbeschluss nur in folgenden Fällen verabschiedet werden:

(i) Betrug, grobe Fahrlässigkeit, bösgläubiges Handeln, vorsätzlicher Verstoß oder rücksichtslose Nichtbeachtung des Komplementärs im Hinblick auf seine Pflichten hinsichtlich des Fonds einschließlich des Versäumnisses, den AIFM trotz Vorliegens eines in diesem Artikel aufgezählten Grundes in der Person des AIFMs ohne schuldhaftes Zögern abzurufen, wobei die entsprechende Feststellung einer solchen Tatsache in jedem Fall einem zuständigen Gericht obliegt; oder

(ii) der Komplementär wird als zahlungsunfähig erklärt, ihm wird ein Zahlungsaufschub gewährt oder er wird aufgelöst;

(b) bestätigenden Beschluss der Anleger, die mehr als achtzig (80) Prozent der stimmberechtigten Aktien halten in einer Hauptversammlung, welche innerhalb von drei (3) Monaten nach dem fünften (5.) Jahrestag und nachfolgend an jedem dritten (3.) Jahrestag abgehalten wird. Der Komplementär hat in diesem Zusammenhang kein Stimmrecht. Er darf nur seine Meinung in Bezug auf den gefassten Beschluss gegenüber den Anlegern äußern.

15.2. Im Falle der Amtsenthebung des Komplementärs wird die Hauptversammlung durch bestätigenden Beschluss der Anleger welche über fünfzig (50) Prozent der stimmberechtigten Aktien halten einen Nachfolger bestimmen.

15.3. Eine derartige Amtsenthebung tritt durch Umsetzung eines für den Rechtsberater des Fonds zufriedenstellenden Vertrages in Kraft, in dessen Rahmen der Nachfolger des Komplementärs dessen Rechte und Pflichten gegenüber dem Fonds gemäß dieser Satzung mit Wirkung ab seiner Bestellung übernimmt und durch den die Bezeichnung des Fonds, soweit dies vom Komplementär gefordert wird, zu ändern ist.

Art. 16. Weitere Konsequenzen eines Rücktritts oder einer Amtsenthebung des Komplementärs. Wird ein Rücktritt oder eine Amtsenthebung des Komplementärs gemäß Artikel 14 oder 15 bestandskräftig, enden umgehend sämtliche Beratungs- oder Vermittlungsverträge welche er eingegangen ist, insbesondere auch der mit dem AIFM geschlossene Vertrag betreffend die Verwaltung und Geschäftsführung des Fonds, sowie jegliche Rechte und Pflichten des Komplementärs, wobei wie folgt gilt:

(a) der Komplementär hat, gemäß dieser Satzung, bis zum Datum des Inkrafttretens des Rücktritts oder der Amtsenthebung einen Anspruch auf Auszahlung seiner Vergütung und von Rückerstattungen; und

(b) der ausscheidende Komplementär hat, gemäß dieser Satzung, in seiner Funktion als Komplementär, weiterhin einen Anspruch auf Zahlung von Entschädigungen hinsichtlich aller Angelegenheiten die vor dem Rücktritt oder der Amtsenthebung eingetreten sind und der Komplementär übernimmt gegenüber dem Fonds keine Haftung als Komplementär für die Angelegenheiten, die nach Rücktritt oder Amtsenthebung eintreten.

Art. 17. Eigenständige Verbindlichkeiten des Komplementärs. Der Komplementär verpflichtet sich hiermit, dass er zu allen Zeiten ordnungsgemäß und fristgerecht seine eigenständigen und privaten gegenwärtigen und zukünftigen Schulden und Verpflichtungen zahlen bzw. leisten wird, die ihm als Schuldner und nicht in seiner Funktion als Komplementär des Fonds entstehen und dass er den Fonds und die Anleger sowie deren persönliche Vertreter, Vermögen und von daraus entstehenden Ersatzpflichten schadlos halten wird sowie von den dadurch entstehenden Verbindlichkeiten, Klagen, Verfahren, Kosten, Forderungen und Ansprüchen freihalten wird.

Art. 18. Beirat.

18.1. Zusammensetzung und Verfahren

(a) Der AIFM kann für jeden jeweiligen Teilfonds einen Beirat errichten. Sofern ein solcher Beirat für einen jeweiligen Teilfonds errichtet wird, erfolgt dies spätestens vierzig (40) Tage nach Gründung des betreffenden Teilfonds, welcher mindestens aus drei (3) Mitgliedern besteht. Die Mitgliederzusammensetzung des Beirates bestimmt sich gemäß den Bestimmungen im Emissionsdokument sowie der jeweiligen Ergänzung. Der AIFM erteilt jedem Teilfonds Anleger sowie jedem Anleger des GREEN UTILITY (I) FEEDER SICAV-SIF (der Feeder Fonds) eine Nachricht über die Bestellung eines jeden Mitglieds des Beirates.

(b) Jedem Mitglied des Beirates steht eine (1) Stimme zu.

(c) Der Beirat hält mindestens einmal im Jahr und außerdem zu allen vom AIFM als erforderlich erachteten Zeitpunkten eine Sitzung ab.

(d) Die Sitzungen des Beirates werden vom AIFM oder auf Verlangen der Mitglieder des Beirates gemäß Artikel 18.1. (c) spätestens zehn (10) Geschäftstage im Voraus schriftlich einberufen, außer in dringenden Fällen (welche angemessen festzulegen sind) oder wenn alle Mitglieder des Beirates auf eine Einladung verzichten. Der AIFM ist berechtigt, als stiller Beobachter an den Sitzungen des Beirates teilzunehmen.

(e) Die Mitglieder des Beirates können ihre Sitzungen bei persönlicher Anwesenheit oder unter Zuhilfenahme von Konferenzschaltungen oder vergleichbaren Kommunikationsmitteln abhalten, bei denen alle Teilnehmer sich gegenseitig hören können. Die Teilnahme an Sitzungen mit diesen Mitteln ist gleich einer persönlichen Anwesenheit in der Sitzung.

(f) Schriftliche und von allen Mitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse des Beirates haben die gleiche Wirkung wie die im Rahmen ihrer Sitzungen verabschiedeten Beschlüsse. Der Beirat ist beschlussfähig, wenn die einfache Mehrheit der Mitglieder des Beirates anwesend ist. Beschlussfassungen bedürfen der einfachen Mehrheit der bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder.

(g) Die Amtszeit jedes Beiratsmitglieds ist grundsätzlich unbeschränkt. Jedoch erlischt im Falle des Ausscheidens eines Anlegers des Feeder Fonds oder eines anderen Mitglieds aus seinem Amt bzw. seiner Position auch dessen tatsächliche und mögliche Mitgliedschaft im Beirat. Die Nachfolger für ausgeschiedene Beiratsmitglieder werden durch den jeweiligen Anleger selbst bestimmt, so es sich um Anleger der Aktienklasse A des Feeder Fonds handelt. Für Anleger der Aktienklasse B des Feeder Fonds werden die Nachfolger von der jährlichen Hauptversammlung des Feeder Fonds gewählt. Die Hauptversammlung kann die von ihr bestellten Mitglieder, der Anleger aus Aktienklasse B, jederzeit abberufen.

18.2. Umfang der Pflichten und Freistellung

(a) Der Beirat erfüllt die im Emissionsdokument sowie in den jeweiligen Ergänzungen dargelegten Funktionen unter Berücksichtigung der gemeinsamen Interessen des jeweiligen Teilfonds und dessen Anlegern.

(b) Die Mitglieder des Beirates erhalten keine Vergütungen. Jedem Mitglied werden von dem jeweiligen Teilfonds die Auslagen erstattet, die ihm in Verbindung mit der Teilnahme an der Sitzung des Beirates entstehen.

Art. 19. Übertragung von Befugnissen.

19.1. Der AIFM kann jegliche ihm zustehenden Befugnisse im Hinblick auf die täglichen Geschäfte und die Führung des Fonds oder eines jeden Teilfonds im Rahmen der täglichen Geschäfte sowie seine Befugnisse zur Durchführung von Handlungen zur Förderung des Zweckes des Fonds, Vollmachten (einschließlich der Befugnis als Unterschriftsbevollmächtigter des Fonds oder eines beliebigen Teilfonds zu handeln) oder Ermessensfreiheiten (einschließlich der Erfüllungspflichten und Delegationsbefugnisse) an andere Personen (auch an verbundene Unternehmen) auf die von ihm als angemessen betrachtete Weise und unter den von ihm als angemessen betrachteten Bedingungen übertragen.

19.2. Der AIFM kann somit Führungskräfte, einschließlich Geschäftsführer und stellvertretende Geschäftsführer sowie weitere Führungskräfte ernennen, wenn ihm dies für den Betrieb und die Verwaltung des Fonds oder eines beliebigen Teilfonds notwendig erscheint. Diese Bestellungen können von ihm jederzeit widerrufen werden. Sofern in der vorliegenden Satzung nichts anderes bestimmt ist, besitzen die Führungskräfte die Rechte und Pflichten, die ihnen vom AIFM erteilt werden.

19.3. Der AIFM kann außerdem weitere Handlungsbevollmächtigte bestellen, bei denen es sich nicht um Mitglieder des AIFMs handeln muss und die mit von ihm festgelegten Befugnissen ausgestattet werden.

19.4. Der AIFM kann von Zeit zu Zeit einen oder mehrere Beauftragte, Berater und/oder einen Beirat bzw. Beiräte bestellen/bilden, die aus Mitgliedern des AIFMs und/oder externen Personen gebildet werden, auf welche er entsprechende Vollmachten und Funktionen übertragen kann.

19.5. Der AIFM bestimmt den Umfang der Befugnisse, Pflichten und der Vergütung (falls gegeben) seiner Geschäftsführer, Berater und Beiräte, die Dauer ihrer Einsetzung und sonstige relevante Bedingungen im Zusammenhang mit der Einsetzung gemäß den näheren im Emissionsdokument sowie der relevanten Ergänzung enthaltenen Bestimmungen.

Art. 20. Interessenskonflikte.

20.1. Kein Vertrag oder sonstige Transaktion zwischen dem Fonds und jeder anderen Gesellschaft oder Firma kann dadurch beeinträchtigt oder ungültig gemacht werden, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Führungskräfte des AIFMs an dieser anderen Gesellschaft oder Firma beteiligt oder Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Führungskraft oder Mitarbeiter dieser anderen Gesellschaft oder Firma sind. Kein Verwaltungsratsmitglied oder jede Führungskraft des AIFMs, der bzw. die als Verwaltungsratsmitglied, Führungskraft oder Mitarbeiter einer anderen Gesellschaft oder Firma tätig ist, mit der der Fonds Verträge abschließt oder anderweitig Geschäfte tätigt, darf auf Grund seines/ihrer Zugehörigkeit zu der anderen Gesellschaft oder Firma daran gehindert werden, über Angelegenheiten im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder anderen Geschäften zu beraten und darüber abzustimmen, oder diesbezüglich tätig zu werden, es sei denn, ein bestehender Interessenkonflikt zwischen dem Fonds und der anderen Gesellschaft oder Firma kann anderweitig nicht hinreichend identifiziert, beobachtet und verhindert bzw. beigelegt werden.

20.2. Sollte ein Verwaltungsratsmitglied oder eine Führungskraft des AIFMs ein Interesse an einer Transaktion des Fonds haben, die im Widerspruch zu den Interessen des Fonds steht, muss das betreffende Verwaltungsratsmitglied bzw. die Führungskraft den AIFM diesen Interessenkonflikt melden und darf sich nicht an den Beratungen oder Abstimmungen

über die betreffende Transaktion beteiligen. Der diesbezügliche Interessenkonflikt des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds bzw. der Führungskraft muss der nächsten Versammlung der Anleger mitgeteilt werden.

20.3. In jedem Fall setzt der AIFM, bevor er eine Transaktion für den Fonds tätigt, die Anleger unmissverständlich über die allgemeine Art bzw. die Quellen der Interessenkonflikte in Kenntnis, falls die vom AIFM zur Ermittlung, Vorbeugung, Beilegung und Beobachtung von Interessenkonflikten getroffenen organisatorischen Vorkehrungen nicht ausreichen, um nach vernünftigem Ermessen zu gewährleisten, dass das Risiko einer Beeinträchtigung von Interessen der Anleger vermieden wird.

20.4. Der in diesem Artikel verwendete Begriff „Interessenskonflikt“ versteht sich ausschließlich im Verhältnis zu oder im Interesse bezüglich Angelegenheiten, Positionen oder Transaktionen, in welche der Initiator, der AIFM, ein Beauftragter, Berater, Beiräte, die Verwahrstelle oder andere Personen, Gesellschaften oder juristische Personen involviert sind, die von Zeit zu Zeit vom AIFM nach dessen Ermessen festgelegt werden.

Art. 21. Haftung der Verwaltungsratsmitglieder des AIFMs.

21.1. Der Fonds kann jedes Verwaltungsratsmitglied des AIFMs oder des Komplementärs, jede Führungskraft oder jedes Ausschussmitglied und seine Erben, Testamentsvollstrecker und Nachlassverwalter von zumutbaren Kosten freistellen, die diesen Personen in ihrer Eigenschaft als derzeitiges oder früheres Verwaltungsratsmitglied, als Führungskraft oder Ausschussmitglied des Fonds bzw. einer beliebigen anderen Gesellschaft, deren Gesellschafter oder Gläubiger der Fonds ist und von deren Seite keinerlei Anspruch auf Entschädigung besteht, wobei es sich bei einer solchen oben genannten Gesellschaft nur um eine direkte oder indirekte Tochtergesellschaft des Fonds und seines entsprechenden Teilfonds handeln oder aber der Teilfonds des Fonds in diese Gesellschaft in einer anderen Form im Rahmen seiner zulässigen Anlagetätigkeit investiert haben muss und bei beiden Alternativen darüber hinaus die oben genannten Personen ausschließlich aufgrund des Investments des Teilfonds des Fonds und auf deren Veranlassung in der anderen Gesellschaft tätig sind oder waren, im Zusammenhang mit einer Klage, einem Rechtsstreit oder Gerichtsverfahren entstehen. Ausgenommen sind solche Angelegenheiten, in denen die vorgenannten Personen in Bezug auf eine solche Klage, einen Rechtsstreit oder ein Gerichtsverfahren auf Grund von grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz haften. Bei einem Vergleich wird eine Freistellung nur für unter den Vergleich fallende Vorgänge gewährt, in deren Zusammenhang der Fonds von seinem Rechtsberater bestätigt wird, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begangen hat.

21.2. Der AIFM kann beschließen, dass Kosten, die einem Verwaltungsratsmitglied, einer Führungskraft des AIFMs oder des Komplementärs oder einem Ausschussmitglied gemäß diesem Artikel tatsächlich entstehen, dem freizustellenden Verwaltungsratsmitglied oder der Führungskraft im Voraus zu zahlen sind, vorausgesetzt, das betreffende Verwaltungsratsmitglied bzw. die Führungskraft erstattet die vorgestreckten Beträge zurück, wenn abschließend festgestellt wird, dass bei der betreffenden Angelegenheit nicht mit der für eine Freistellungserteilung erforderlichen und gebotenen Sorgfalt gehandelt wurde.

21.3. Der vorstehende Freistellungsanspruch schließt andere Rechte nicht aus, auf die ein Verwaltungsratsmitglied oder eine Führungskraft des AIFMs oder des Komplementärs möglicherweise Anspruch hat.

Art. 22. Abschlussprüfer.

22.1. Der im Geschäftsbericht des Fonds enthaltene Jahresbericht wird von einem oder mehreren Abschlussprüfer(n) („réviseur d'entreprises agréé“) geprüft, der vom AIFM bestellt und von dem Fonds vergütet wird.

22.2. Der Abschlussprüfer hat sämtliche gesetzlich vorgeschriebenen Pflichten zu erfüllen.

Abschnitt IV - Hauptversammlungen

Art. 23. Vollmachten. Die Hauptversammlung vertritt sämtliche Anleger des Fonds. Ihre Beschlüsse sind für alle Anleger des Fonds bindend. Ihr steht die Befugnis zur Anordnung, Durchführung oder Ratifizierung sämtlicher Tätigkeiten zu, welche im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit des Fonds stehen, wobei dem AIFM hierbei ein Einspruchsrecht zusteht.

Art. 24. Jahreshauptversammlungen der Anleger. Die Jahreshauptversammlung wird gemäß dem Luxemburger Recht am eingetragenen Geschäftssitz des Fonds oder aber an einem anderen in der Einladung genannten Ort am jeweils letzten Dienstag des Monats Juni um 10:00 Uhr vormittags abgehalten. Sofern es sich bei diesem Tag nicht um einen Geschäftstag handeln sollte, findet diese Jahreshauptversammlung am darauf folgenden Geschäftstag statt.

Art. 25. Hauptversammlungen der Anleger.

25.1. Die Hauptversammlung wird vom AIFM einberufen. Darüber hinaus ist der AIFM dazu verpflichtet, eine Hauptversammlung innerhalb einer Frist von einem (1) Monat einzuberufen, wenn dies von Anlegern, die mindestens ein Zehntel (1/10) des Kapitals vertreten, schriftlich unter Angabe der Tagesordnung gefordert wird.

25.2. Weitere Hauptversammlungen können an den in den jeweiligen Einberufungen genannten Orten und zu den dort genannten Zeiten abgehalten werden.

25.3. Die Anleger versammeln sich nach Aufruf des AIFMs in Form einer Einberufung, in der die Tagesordnung genannt ist und die per Einschreiben mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung an jeden Anleger an dessen im Aktienregister angegebene Anschrift versendet wird. Die Tagesordnung wird vom AIFM festgelegt, es sei denn, die Versammlung findet

aufgrund schriftlicher Einberufung durch die Anleger statt; in diesem Fall kann der AIFM eine zusätzliche Tagesordnung erstellen.

25.4. Sind sämtliche stimmberechtigte Anleger persönlich oder durch Vertretung anwesend und befinden, dass sie ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnungspunkte informiert worden sind, so kann die Hauptversammlung auch ohne vorherige Einberufung tagen.

25.5. Die bei Hauptversammlungen behandelten Themen beschränken sich auf die in der Tagesordnung festgesetzten Punkte (wozu auch alle kraft Gesetzes erforderlichen Themen gehören) sowie sämtliche mit ihnen verbundenen geschäftlichen Angelegenheiten.

25.6. Jede Aktie einer beliebigen Aktienklasse eines Teilfonds verleiht gemäß luxemburgischem Gesetz und der vorliegenden Satzung Anspruch auf eine (1) Stimme. Nur ganze Aktien sind stimmberechtigt.

25.7. Ein Anleger kann sich bei der Hauptversammlung aufgrund einer schriftlich erteilten Vollmacht durch eine andere Person, bei der es sich nicht um einen Anleger handeln muss, vertreten lassen. Die Vollmacht muss mindestens fünf (5) Tage vor der Hauptversammlung am Sitz des Fonds hinterlegt werden.

25.8. Soweit nicht anderweitig durch Gesetz oder diese Satzung vorgesehen, werden die Beschlüsse der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden und abgegebenen Stimmen verabschiedet.

25.9. Sofern gesetzlich oder in der vorliegenden Satzung nichts anders bestimmt ist, werden Beschlüsse der Hauptversammlung der Anleger mit der einfachen Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger gefasst.

25.10. Jeder Beschluss der Hauptversammlung, welche die Rechte der Anleger eines Teilfonds gegenüber den Rechten der Anleger eines anderen Teilfonds beeinträchtigen, unterliegen in Bezug eines jeden Teilfonds der im Artikel 32 dieser Satzung bestimmten Beschlussfähigkeit.

Art. 26. Versammlungen der Teilfonds.

26.1. Die Anleger jedes Teilfonds können jederzeit Versammlungen der Teilfonds einberufen, um Entscheidungen in jeglichen Angelegenheiten, welche sich ausschließlich auf den jeweiligen Teilfonds beziehen, zu treffen.

26.2. Die Bestimmungen der Artikel 25.3, 25.5 bis 25.8 dieser Satzung finden auf solche Versammlungen Anwendung. Vorbehaltlich anderweitiger Regelungen durch Gesetz erfolgt die Beschlussfassung der Anleger eines Teilfonds durch einfache Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger.

Art. 27. Laufzeit, Auflösung und Verschmelzung der Teilfonds.

27.1. Die Teilfonds werden für eine unbestimmte oder bestimmte Laufzeit errichtet, deren Einzelheiten dem Emissionsdokument sowie der relevanten Ergänzung zu entnehmen sind. Wird ein Teilfonds für eine bestimmte Laufzeit errichtet, so endet seine Laufzeit automatisch mit dem im Emissionsdokument bzw. in der entsprechenden Ergänzung festgelegten Verfalldatum.

27.2. Der AIFM kann die Auflösung eines Teilfonds beschließen, wenn der Nettovermögenswert dieses Teilfonds unterhalb eines bestimmten Wertes fällt oder einen bestimmten Wert nicht erreicht, welcher von dem AIFM als Mindestbetrag für einen solchen Teilfonds im Hinblick auf eine wirtschaftlich effiziente Funktion festgesetzt wurde oder wenn eine Veränderung der wirtschaftlichen oder politischen Situation in Verbindung mit dem jeweiligen Teilfonds eine Auflösung rechtfertigen würde. Der Auflösungsbeschluss bezüglich des jeweiligen Teilfonds ist vor Inkrafttreten der Auflösung unter Bekanntgabe der Gründe und des Auflösungsverfahrens gegenüber jedem Anleger zu veröffentlichen.

27.3. Vorbehaltlich anderweitiger Entscheidungen durch den AIFM im Interesse des jeweiligen Teilfonds oder zur Wahrung der Gleichbehandlung der Anleger untereinander, können die Anleger des jeweiligen Teilfonds die Rücknahme ihrer Aktien weiterhin beantragen.

27.4. Die nach Abschluss der Auflösung des jeweiligen Teilfonds verbleibenden, nicht an die jeweiligen wirtschaftlichen Eigentümer ausgezahlten Vermögenswerte werden bei der „Caisse de Consignation“ hinterlegt.

27.5. Der AIFM kann unter denselben, oben dargelegten Umständen und vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in den jeweiligen Ergänzungen einen Teilfonds auflösen und diesen mit einem anderen Teilfonds oder einem anderen gemeinsamen Anlagekonzept oder integriertem Unternehmen verschmelzen. Der AIFM kann die Verschmelzung von zwei oder mehreren Teilfonds beschließen, wenn dies im besten Interesse der Anleger des betreffenden Teilfonds erscheint. Betroffene Anleger werden im Hinblick auf einen solchen Beschluss und der relevanten Informationen in Bezug auf einen neuen Teilfonds unterrichtet. Eine solche Unterrichtung erfolgt spätestens einen (1) Monat vor Inkrafttreten einer solchen Verschmelzung, um den Anlegern die Beantragung einer Rücknahme ihrer Aktien vor Beendigung der Verschmelzung zu ermöglichen.

27.6. Werden Vermögenswerte einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen zugefügt, erfordert diese Verschmelzung die Zustimmung der Anleger des entsprechenden Teilfonds. Im Falle, dass dem AIFM keine solche Befugnis zusteht, oder der AIFM sich entschließt, diese Entscheidung der Versammlung der Anleger zu überlassen, ist die Entscheidung der Auflösung oder Verschmelzung in einer Versammlung der Anleger eines Teilfonds zu treffen. Der Beschluss einer solchen Versammlung kann mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger ohne das Erfordernis eines Quorums gefasst werden. Die Anleger werden über jeden Beschluss bezüglich des Auflösungs- oder Verschmelzungsverfahrens spätestens einen (1) Monat vor Inkrafttreten einer solchen Auflösung oder Verschmelzung

unterrichtet, um den Anlegern die Beantragung einer Rücknahme ihrer Aktien vor Beendigung der Auflösung oder Verschmelzung zu ermöglichen.

Art. 28. Zusammenlegung/Teilung von Aktien. Der AIFM kann Aktien zusammenlegen oder teilen. Die Anleger werden über jeden Beschluss bezüglich der Zusammenlegung oder Teilung spätestens einen (1) Monat vor Inkrafttreten einer solchen Zusammenlegung oder Teilung unterrichtet. Eine Beantragung einer Rücknahme ist in diesem Falle nicht gegeben.

Eine solche Zusammenlegung oder Teilung kann ebenfalls durch Beschluss der Versammlung der Anleger eines Teilfonds erfolgen. Der Beschluss einer solchen Versammlung kann mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger ohne das Erfordernis eines Quorums gefasst werden.

Abschnitt V - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 29. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt jedes Jahr am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember desselben Jahres.

Art. 30. Geschäftsbericht.

30.1. Der AIFM erstellt jährlich eine Bilanz mit einer Gewinn- und Verlustrechnung sowie eine Bestandsaufnahme, welche die Werte der Aktiva und Passiva des Fonds auflistet, mit einem Zusatz, welcher die Verpflichtungen und Verbindlichkeiten der leitenden Angestellten, Direktoren und gesetzlichen Abschlussprüfer gegenüber dem Fonds zusammenfasst.

30.2. Jeder Anleger kann die Bestandsaufnahme und die Bilanz am Sitz des Fonds einsehen.

30.3. Spätestens sechs (6) Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht der AIFM einen geprüften Jahresbericht entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

Art. 31. Ausschüttungen.

31.1. Ausschüttungen erfolgen gemäß der im Emissionsdokument sowie der relevanten Ergänzung dargelegten Rangfolge der Zahlungen und insbesondere nach den Bestimmungen bezüglich der einzelnen Teilfonds. Die Hauptversammlung der Anleger der Teilfonds legt auf Vorschlag des AIFMs für jeden Teilfonds innerhalb der gesetzlich vorgeschriebenen Grenzen fest, wie die Gewinne des Fonds, sofern vorhanden, verwendet werden. Sie kann gegebenenfalls Dividenden ausweisen, wenn das Kapital des Fonds nicht unter das festgelegte Mindestkapital fällt.

Der AIFM kann zu jeder Zeit gemäß der vorliegenden Satzung und den Bestimmungen im Emissionsdokument sowie der relevanten Ergänzung, und insbesondere gemäß den Bestimmungen bezüglich der einzelnen Teilfonds, Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen. Die Ausschüttung von freier Liquidität aus der Anlagetätigkeit des Fonds kann unabhängig von realisierten oder unrealisierten Verlusten oder Gewinnen erfolgen, vorausgesetzt, dass nach der Ausschüttung der Nettoinventarwert des Fonds mindestens dem nach luxemburgischem Recht geforderten Mindestkapital entspricht.

31.2. Ausschüttungen erfolgen in Euro oder in der Basiswährung eines Teilfonds zu dem Zeitpunkt und an dem Ort, welche vom AIFM festgelegt werden.

31.3. Der AIFM kann die erwirtschafteten Dividenden an die Anleger ausschütten oder diese Erträge thesaurieren. Über einen Zeitraum von bis zu zwei (2) Jahren nach Auflegung des Fonds bzw. eines jeweiligen Teilfonds werden sämtliche Erträge thesauriert. Ab dem dritten (3.) Jahr sollen Dividenden auf der Basis des bis dahin erarbeiteten Nettoinventarwerts ausgeschüttet werden.

31.4. Die vom AIFM vorzuschlagenden Dividendenausschüttungen unterliegen der Entscheidung der jährlichen Hauptversammlung der Anleger. Die Zahlung der Dividenden wird unmittelbar nach der jährlichen Hauptversammlung durchgeführt. Beschlüsse über Zwischenausschüttungen bedürfen keiner Beschlussfassung der Hauptversammlung.

31.5. Auf eine von dem Fonds ausgewiesene und von ihm dem Begünstigten zur Verfügung gestellte Dividende werden keine Zinsen gezahlt.

31.6. Der AIFM ist berechtigt, freie Liquidität aus der Anlagetätigkeit des Fonds (einschließlich erzielter Erträge) in zulässige Vermögenswerte zu reinvestieren. Die Amortisierungen der Projektbeteiligungen werden durch den Fonds bzw. Teilfonds in diesem Fall wieder in neue Beteiligungen angelegt.

31.7. Eventuelle Ausschüttungen erfolgen auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen und ausschüttungsberechtigten Aktien.

31.8. Eine ausgewiesene, aber nicht ausgeschüttete Dividende für eine Aktie kann vom Inhaber der betreffenden Aktie nach Ablauf eines Zeitraums von fünf (5) Jahren nach der entsprechenden Benachrichtigung nicht mehr beansprucht werden, außer wenn der AIFM auf diesen Zeitraum verzichtet oder ihn für alle Aktien verlängert hat. Nach Ablauf dieses Zeitraums fällt die betreffende Dividende wieder an den entsprechenden Teilfonds des Fonds zurück. Der AIFM ist befugt, gegebenenfalls alle erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen und diese Maßnahmen im Auftrag des Fonds zu genehmigen, um die entsprechende Rückführung an den Fonds abzuschließen.

Art. 32. Verwahrstelle.

32.1. Im gesetzlich erforderlichen Umfang schließt der Fonds, in Anwesenheit des AIFMs, mit einer von der CSSF zugelassenen Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg, welche den Bestimmungen des Gesetzes von 2007 und des Gesetzes von 2013 genügt, einen Verwahrstellenvertrag ab (die Verwahrstelle).

32.2. Die Funktion der Verwahrstelle, sowie ihre Pflichten und Zuständigkeiten richten sich nach dem Gesetz von 2007, dem Gesetz von 2013 und der delegierten Verordnung (EU) 231/2013 der Kommission vom 19. Dezember 2012 zur Ergänzung der Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates, dem Verwahrstellenvertrag, dieser Satzung sowie dem Emissionsdokument.

32.3. Die Verwahrstelle wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen und dem Verwahrstellenvertrag vorgesehen ist und ausschließlich im Interesse des Fonds und seiner Anleger handeln. Insbesondere beinhaltet dies:

- (a) Geld in Geldkonten zu halten und Geldströme zu beobachten;
- (b) verwahrfähige Finanzinstrumente für den Fonds zu verwahren;
- (c) die Eigentümerüberprüfung und Buchhaltungspflichten im Hinblick auf sonstige Vermögenswerte des Fonds;
- (d) die Durchführung von Beobachtungs- und Prüfungsaufgaben.

Sofern das Recht eines Drittstaates erfordert, dass bestimmte Finanzinstrument durch eine örtliche Einrichtung verwahrt werden und keine örtliche Einrichtung vorhanden ist, die die Anforderungen an die Delegation von Aufgaben der Verwahrstelle nach Artikel 19 Abs. 11 d) (ii) des Gesetzes von 2013 erfüllt, ist der Fonds ausdrücklich dazu befugt, die Verwahrstelle schriftlich aus ihrer Verantwortung im Hinblick auf die Verwahrung solcher Finanzinstrumente für den Fall zu entlassen, dass die Verwahrstelle vom Fonds oder dem AIFM angewiesen wurde, die Verwahrung solcher Finanzinstrumente an eine solche lokale Einrichtung zu delegieren und unter der Voraussetzung, dass die Bedingungen des Artikels 19 Abs. 14 des Gesetzes von 2013 erfüllt sind.

32.4. Sollte die Verwahrstelle den Wunsch haben, sich aus den Geschäften mit dem Fonds zurückzuziehen, so muss der AIFM sich nach Kräften bemühen, innerhalb von zwei (2) Monaten mit Zustimmung der CSSF einen Nachfolger für die Verwahrstelle zu finden.

32.5. Der AIFM kann den Vertrag mit der Verwahrstelle kündigen. Die Verwahrstelle darf nicht entlassen werden, bevor mit Zustimmung der CSSF ein Nachfolger für sie ernannt wurde.

Art. 33. Auflösung.

33.1. Der Fonds kann jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Anleger aufgelöst werden, für den die in Artikel 25 der vorliegenden Satzung genannten Anforderungen im Hinblick auf Beschlussfähigkeit und Mehrheit gelten.

33.2. Sollte das Fondskapital unter zwei Drittel des gesetzlichen beziehungsweise des in Artikel 5 der vorliegenden Satzung genannten Mindestkapitals fallen, ist die Frage der Auflösung des Fonds vom AIFM an die Hauptversammlung der Anleger zu richten. Die Hauptversammlung der Anleger, für die keine Beschlussfähigkeit erforderlich ist, entscheidet mit der einfachen Stimmenmehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien.

33.3. Die Hauptversammlung der Anleger muss sich ebenfalls mit der Auflösung des Fonds befassen, wenn das Fondskapital unter ein Viertel des gesetzlichen beziehungsweise des in Artikel 5 der vorliegenden Satzung genannten Mindestkapitals fällt. In diesem Fall findet die Hauptversammlung der Anleger ohne Vorschriften im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit statt, und die Auflösung kann mit den Stimmen der Anleger beschlossen werden, die ein Viertel der bei dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien besitzen.

33.4. Die Hauptversammlung ist derart einzuberufen, dass sie innerhalb eines Zeitraums von vierzig (40) Tagen ab Feststellung der Tatsache, dass das Fondskapital unter zwei Drittel beziehungsweise ein Viertel des gesetzlichen beziehungsweise des in Artikel 5 der vorliegenden Satzung vorgeschriebenen Mindestkapitals gefallen ist, abgehalten werden muss.

33.5. Die Auflösung des Fonds erfolgt durch einen oder mehrere Insolvenzverwalter (bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handeln kann), welche von der Versammlung der mit der Auflösung betrauten Anleger ernannt werden. Diese Versammlung legt auch die Vollmachten und die Vergütung der Insolvenzverwalter fest. Die Auflösung erfolgt gemäß den gesetzlichen Vorschriften.

33.6. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des AIFMs wird der Fonds mit dem Datum der Beschlussfassung über die Auflösung bis zur Durchführung des Auflösungsbeschlusses keine Aktien des Fonds mehr ausgeben oder zurücknehmen.

33.7. Der Reinerlös aus der Auflösung in Bezug auf jeden Teilfonds ist an die Anleger eines jeweiligen Teilfonds nach Maßgabe des Besitzes an den Aktien in dem jeweiligen Teilfonds auszubezahlen.

33.8. Alle Auflösungserlöse, die nach der Auflösung nicht an ihre Begünstigten ausgeschüttet werden können, werden im Namen der Anspruchsberechtigten bei der „Caisse de Consignation“ hinterlegt.

33.9. Beträge, die nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist aus dieser Verwahrung gefordert werden, können gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts verfallen.

Art. 34. Satzungsänderungen. Die vorliegende Satzung kann jederzeit durch eine Hauptversammlung der Anleger, die den Anforderungen des Gesetzes von 1915 in der derzeit geltenden Fassung im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit entspricht, geändert werden. Gemäß Artikel 13.4 steht dem AIFM ein Vetorecht bezüglich der oben genannten gefassten Beschlüsse zu.

Art. 35. Allgemeine Feststellung. Im Maskulinum verwendete Begriffe umfassen das Femininum. Angaben in Bezug auf Personen oder Anleger gelten auch für Unternehmen, Personengesellschaften, Verbände und andere organisierte eingetragene oder nicht eingetragene Personengruppen.

Art. 36. Geltendes Recht. Für sämtliche Angelegenheiten, die nicht in vorliegender Satzung geregelt werden, sind das luxemburgische Gesetz von 1915, das Gesetz von 2013 sowie das Gesetz von 2007 in den jeweils gültigen Fassungen maßgeblich.“

Zustimmung des General Partners

Der General Partner stimmt der vorstehend beschlossenen Änderung und Neufassung der Satzung ausdrücklich zu.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt, den Wortlaut des Emissionsdokumentes des Fonds, in der Form wie es den Aktionären vorgelegt worden ist, zu ändern.

Voraussichtliche Kosten

Die voraussichtlichen Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche dem Fonds aufgrund der vorliegenden Urkunde entstehen, werden ungefähr eintausend einhundert Euro (EUR 1.100.-) betragen.

Erklärung

Dem Vorgenannten entsprechend, wurde die vorliegende Urkunde in Luxemburg am zu Beginn dieses Dokumentes genannten Tag erstellt.

Nachdem die Urkunde der Versammlungsleitung vorgelesen wurde, wurde diese von der Versammlungsleitung gemeinsam mit dem unterzeichneten Notar unterschrieben.

Gezeichnet: M. MIELCAREK, S. STEEVENS, E. MEDAGLI, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 25 novembre 2015. Relation: DAC/2015/20077. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 27. November 2015.

Référence de publication: 2015191927/824.

(150215393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

HECF Luxembourg Master 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 885.700,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 125.748.

Extrait du procès-verbal des résolutions des Associés prises en date du 26 novembre 2015

L'Associé Unique de HECF Luxembourg Master 2 S.à r.l. (la «Société») a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:

* Monsieur Damian Pons en tant que gérant B de la Société à partir du 26 novembre 2015;

- De nommer:

* Madame Sophie Bourguignon, née le 11 mars 1983 à Bordeaux, France, résidant professionnellement au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, en tant que gérant B de la Société à partir du 26 novembre 2015, pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2015.

HECF Luxembourg Master 2 S.à r.l.

Référence de publication: 2015191955/18.

(150214762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Mohawk Operations Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 201.728.

STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the sixteenth day of November.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

Mohawk International Financing S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, with its registered office at 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, and registered at Luxembourg RCS under number B182772,

Here represented by Mr Abdelrahime BENMOUSSA, employee, with professional address at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg by virtue of the proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name “Mohawk Operations Luxembourg S.à r.l.” (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Bertrange, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

3. Object.

3.1 The object of the Company is to procure cash management and pooling services under any form whatsoever to all and any companies that belong to the same group of companies than the one to which the Company belongs, and, to this effect, the Company may borrow money from and grant loans, advances and guarantees in any form whatsoever to all and any entities participating in such cash management and pooling services. The Company may borrow money from the credit institutions that participate in these cash management and pooling services under any form whatsoever including, without limitation, by way of line of credit, facility, advances and otherwise and give security interest in any form whatsoever for this purpose.

3.2 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company to the extent permitted under Luxembourg law. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other companies or persons that may or may not be a shareholder of the Company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person that may or may not be a shareholder of the Company.

3.3 In addition, the Company may acquire participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and manage such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. The Company shall be considered as a “Société de Participations Financières” according to the applicable provisions.

3.4 It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.5 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.6 In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

3.7 The Company may buy, sell, exchange, finance, lease, improve, demolish, construct for its own account, develop, divide and manage any real estate. It may further execute all works of renovations and transformations as well as the maintenance of these assets.

3.8 Furthermore the Company may carry commercial operations in the field of tile business, and in this regard the Company may engage in manufacturing operations or contract with a third party to engage in manufacturing operations on its behalf. The Company may buy, sell, exchange, finance, lease, improve, repair, construct and maintain machinery, equipment, raw materials and other assets that relate to its manufacturing operations in the field of tile business.

3.9 Finally the Company may also carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

5. Capital.

5.1 The Company's corporate capital is fixed at thirty thousand US dollars (USD 30.000) represented by thirty thousand (30,000) shares in registered form with a par value of one US dollar (USD 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

6. Shares.

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

7. Board of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2 The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

7.3 The shareholder(s) may decide to appoint one or several Class A managers and one or several Class B managers.

8. Powers of the board of managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Subject to article 8.3 special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more persons, whether shareholders or not, by any manager of the Company.

8.3 If the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more persons, whether shareholders or not, only by any Class A manager acting jointly with any Class B manager.

9. Procedure.

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 The notice period may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company or if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5 The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented provided that, if the shareholder (s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, at least one Class A manager and one Class B manager (in each case, whether in person or by proxy) votes in favour of the resolution. The chairman shall not be entitled to a second or casting vote.

9.6 The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present at the meeting.

9.7 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.8 In cases of urgency, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

10. Representation.

10.1 Subject to article 10.2 the Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of any manager of the Company or by the signature of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2 and 8.3 of these Articles.

10.2 If the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, the Company will be bound towards third parties by the joint signature of any Class A manager with any Class B manager.

11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

12. Powers and voting rights.

12.1 The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2 Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

13. Form - Quorum - Majority.

13.1 If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or email. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

14. Accounting year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

15. Allocation of profits.

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3 The general meeting of shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised either since the end of the last fiscal year increased by profits carried forward and distributable reserves, including share premium, but decreased by losses carried forward or, where the distribution is to be made during the first financial year of the Company, since the date of incorporation of the Company but, in either case, decreased by sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

VI. Dissolution - Liquidation

In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2015.

Subscription - Payment

Thereupon, Mohawk International Financing S.à r.l., pre-named and represented as stated above, declares to subscribe to thirty thousand (30,000) shares of the Company in registered form, having a par value of one US dollar (USD 1) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to thirty thousand US dollars (USD 30.000).

The amount of thirty thousand US dollars (USD 30.000) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately thousand one hundred Euros.

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

Category A managers:

- Mr. Cornelis Martinus VERHAAREN, manager/director of companies, born on January 2, 1966, in the Netherlands and residing at 10b, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg,

- Mr. Chris ROSSELLI, manager/director of companies, born on 7 November 1972, in Washington D.C., United States of America and residing at 160, South Industrial Boulevard, 30701 Calhoun - Georgia, United States of America,

Category B managers:

- Mr. John KLEYNHANS, manager/director of companies, born on October 30, 1969, in Oberholzer, South Africa and with professional address at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

- Mr. Hermanus Roelof Willem TROSKIE, manager/director of companies, born on May 24, 1970, in Amsterdam, Netherlands and with professional address at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le seize novembre.

Par devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Mohawk International Financing S.à r.l., une société constituée selon les lois du Luxembourg, avec son siège social au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, et immatriculée au RCS sous le numéro B182772,

ici représentée par Monsieur Abdelrahime BENMOUSSA, ayant son adresse professionnelle au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle partie comparants, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

1. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination "Mohawk Operations Luxembourg S.à r.l." (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 Août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à Bertange, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet de procurer une gestion financière et des services communs de gestion sous quelque forme que ce soit à toutes les sociétés qui appartiennent au même groupe de sociétés que celui auquel la Société appartient et, à cet effet, elle pourra emprunter de l'argent et octroyer des prêts, des avances et des garanties sous quelque forme que ce soit à toutes les entités participant à cette gestion de fonds et services communs. La Société pourra emprunter de l'argent aux institutions de crédit qui participent à cette gestion de fonds et services communs sous quelque forme que ce soit, limitation, par voie de lignes de crédits, facilités, avances et autrement et donner des garanties sous quelque forme que ce soit dans ce but.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, sans limitation, résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société, dans la limite de ce qui est permis par la loi luxembourgeoise. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société ou personne

qui peuvent être associés ou non de la Société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société.

3.3 La Société pourra également prendre des participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes les sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et à ce titre participer à la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. La Société sera considérée comme une Société de Participations Financières selon les mesures en vigueur.

3.4 Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.5 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.6 D'une manière générale, elle pourra prêter assistance à toute société affiliée, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et exécuter toutes opérations qu'elle estimera utiles dans l'accomplissement et le développement de son objet.

3.7 La société pourra acheter, vendre, échanger, financer, louer, améliorer, démolir, construire pour son propre compte, développer, diviser et gérer tous biens immobiliers. Elle pourra en outre effectuer tous travaux de rénovations et de transformations ainsi que la maintenance de ces biens.

3.8 De plus, la Société peut effectuer des opérations commerciales dans le domaine du carrelage, et à cet égard, la Société peut s'engager dans des opérations de fabrication ou conclure tout contrat avec un tiers afin d'effectuer des opérations de fabrication en son nom. La Société peut acheter, vendre, échanger, financer, louer, améliorer, réparer, construire et entretenir les machines, équipements, matières premières et d'autres actifs qui se rapportent à ses activités de fabrication dans le domaine du carrelage.

3.9 Enfin, la Société peut également effectuer toutes opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui favorisent ou se rapportent à son objet, directement ou indirectement

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant l'un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

5. Capital.

5.1 Le capital de la Société est fixé à trente mille dollars des Etats-Unis (USD 30.000), représenté par trente mille (30.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de un dollar des Etats Unis (USD 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les co-proprétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle aura été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi ou il pourra être consulté par chaque associé.

6.5 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'(ne) est (sont) pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables n'importe quand ad nutum (sans aucune raison).

7.3 L'associé unique ou les associés, selon le cas, pourront nommer un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B.

8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus qu'un gérant, du conseil de gérance, lequel aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2 Sous réserve des dispositions de l'article 8.3, des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à une ou plusieurs personnes, qu'elles soient associés ou non, par tout gérant de la Société.

8.3 Si les associés ont nommés un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques ne peuvent être délégués à une ou plusieurs personnes, qu'elles soient associés ou non, que par tout gérant de Classe A agissant conjointement avec tout gérant de Classe B.

9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 Il peut être renoncé à la période de convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, ou si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix à la condition que, si l'associé unique ou les associés ont nommés un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, au moins un gérant de Classe A et un gérant de Classe B (à chaque fois soit en personne soit par procuration) votent en faveur de la résolution. Le Président ne dispose pas d'une seconde voix ou d'une voix prépondérante.

9.6 Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents à la réunion.

9.7 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.8 En cas d'urgence, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

10. Représentation.

10.1 Sous réserve des dispositions de l'article 10.2, la Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la seule signature d'un gérant ou par la signature de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.2 et 8.3 des Statuts.

10.2 Si l'associé unique ou les associés ont nommés un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, la Société sera engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe de tout gérant de Classe A et de tout gérant de Classe B.

11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent, en raison de leur mandat, aucune obligation personnelle relativement à tout engagement valablement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où un tel engagement est en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne ou entité comme mandataire.

13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique envoyé(e)s par lettre ou télécopie.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3 L'assemblée générale des associés peut décider de distribuer des dividendes intérimaires sur la base d'un état comptable préparé par les gérants dont il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, comprenant la prime d'émission, mais diminué des pertes reportées ou, lorsque la distribution a lieu lors du premier exercice social de la Société, depuis la date de constitution de la Société mais, dans tous les cas, diminué des sommes à allouer à la réserve légale établie en fonction de la loi ou des présents statuts.

VI. Dissolution - Liquidation

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Ces faits exposés, Mohawk International Financing S.à r.l., prénommée et représentée comme spécifié ci-dessus, déclare souscrire à trente mille (30.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de un dollar des Etats Unis (USD 1) chacune et les libérer entièrement par versement en espèces de trente mille dollars des Etats Unis (USD 30.000).

La somme de trente mille dollars des Etats Unis (USD 30.000) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, lequel le reconnaît expressément.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille cent euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt la Société constituée, l'associé unique de la Société, représentant la totalité du capital social souscrit a passé les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Gérants de catégorie A:

- M. Cornelis Martinus VERHAAREN, directeur/gérant de sociétés, né le 2 janvier 1966 au Pays Bas et demeurant au 10b, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, Grand-duché de Luxembourg,

- M. Chris ROSSELLI, directeur/gérant de sociétés, né le 7 novembre 1972, à Washington et demeurant au 160, South Industrial Boulevard, 30701 Calhoun - Georgia, Etats Unis,

Gérants de catégorie B:

- M. John KLEYNHANS, administrateur/gérant de sociétés, né le 30 octobre 1969, à Oberholzer, Afrique du Sud et demeurant professionnellement au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg,

- M. Hermanus Roelof Willem TROSKIE, administrateur/gérant de sociétés, né le 24 mai 1970, à Amsterdam, Pays-Bas et demeurant professionnellement au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg,

2. Le siège social de la Société est établi au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date spécifiée en tête des présents Statuts.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. BENMOUSSA, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 19 novembre 2015. 2LAC/2015/26172. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 24 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191196/467.

(150214397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

HAB2 Prop Co. B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.025.000,00.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 175.210.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fourth day of November.

Before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp, a closed-ended special limited partnership (société en commandite spéciale), incorporated in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg) with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number RCS Luxembourg B 189.417, represented by its manager ECE Real Estate Partners S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.549 and a share capital of one hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000.-),

here represented by José María Ortiz, Director, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, by virtue of a power of attorney dated 23 November 2015,

in its capacity as sole shareholder of HAB2 Prop Co. B S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of thirteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 13,750), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 175.210, incorporated on 8 February 2013 pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 837 of 4 September 2013 and whose articles of incorporation

have been amended on 18 December 2014 pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 209 of 27 January 2015 (the Company).

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to enact the following:

I. ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp, is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of the Company and represents the entire share capital of the Company;

II. the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of one million, eleven thousand, two hundred and fifty euros (EUR 1,011,250) to raise it from its present amount of thirteen thousand seven hundred and fifty euros (EUR 13,750.-) to one million twenty-five thousand euros (EUR 1,025,000), by the issuance of the following shares:

- Twenty-three thousand seven hundred and fifty (23,750) ordinary shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class A Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class B Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class C Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class D Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class E Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class F Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class G Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class H Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class I Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class J Shares,

each new share having a par value of one Euro (EUR 1.-), these new shares having the same rights as the already existing shares issued by the Company (the Capital Increase).

Second resolution

Subscription - Payment

Thereupon appeared ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp, a closed-ended special limited partnership (*société en commandite spéciale*), incorporated in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg) with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number RCS Luxembourg B 189.417, represented by its manager ECE Real Estate Partners S.à r.l., a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.549 and a share capital of one hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000.-), (“the Subscriber”),

here represented by José María Ortiz, Director, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, by virtue of a power of attorney dated 23 November 2015.

The Subscriber declared to subscribe for the following shares:

- Twenty-three thousand seven hundred and fifty (23,750) ordinary shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class A Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class B Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class C Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class D Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class E Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class F Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class G Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class H Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class I Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class J Shares,

with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights as the already existing shares issued by the Company, and to make payment in full for such new shares by a contribution in cash in the amount of one million, eleven thousand, two hundred and fifty euros (EUR 1,011,250) and to give evidence to the undersigned notary that the amount of one million, eleven thousand, two hundred and fifty euros (EUR 1,011,250) is at the disposal of the Company.

The Sole Shareholder resolved to accept said subscription and payment and to allot the following new shares according to the above mentioned subscription:

- Twenty-three thousand seven hundred and fifty (23,750) ordinary shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class A Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class B Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class C Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class D Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class E Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class F Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class G Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class H Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class I Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class J Shares,

with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights as the already existing shares issued by the Company.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to subsequently amend article 5 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at one million twenty-five thousand euros (EUR 1,025,000.-), represented by (i) twenty five thousand (25,000) ordinary shares, (ii) one hundred thousand (100,000) shares of class A (the “Class A Shares”), (iii) one hundred thousand (100,000) shares of class B (the “Class B Shares”), (iv) one hundred thousand (100,000) shares of class C (the “Class C Shares”), (v) one hundred thousand (100,000) shares of class D (the “Class D Shares”), (vi) one hundred thousand (100,000) shares of class E (the “Class E Shares”), (vii) one hundred thousand (100,000) shares of class F (the “Class F Shares”), (viii) one hundred thousand (100,000) shares of class G (the “Class G Shares”), (ix) one hundred thousand (100,000) shares of class H (the “Class H Shares”), (x) one hundred thousand (100,000) shares of class I (the “Class I Shares”) and (xi) one hundred thousand (100,000) shares of class J (the “Class J Shares”); each in registered form fully paid-up with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 In addition to the issued capital, there may be set up a share premium account to which any share premium paid on the ordinary shares of the Company in addition to its nominal value is transferred. The amount of the share premium account may be used to provide for the payment of any ordinary shares which the Company may repurchase from its shareholder (s), to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

5.3. The subscribed share capital of the Company may be increased through the issuance of shares, or reduced, by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution adopted in the manner required for amendment of the Articles. In no case may the subscribed share capital be reduced to an amount lower than twenty five thousand euro Euro (EUR 25,000.-). Notwithstanding the above, the share capital of the Company may be reduced through the cancellation of a class of shares, in whole but not in part, consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class as may be determined from time-to-time by the board of managers and approved at the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution, provided however that the Company may not at any time repurchase and cancel the ordinary Shares. In the case of any repurchase and cancellation of a whole class of shares, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the following order: (i) Class A Shares; (ii) Class B Shares; (iii) Class C Shares; (iv) Class D Shares; (v) Class E Shares; (vi) Class F Shares; (vii) Class G Shares; (viii) Class H Shares; (ix) Class I Shares and (x) Class J Shares.

5.4. In the event of a reduction of share capital through the cancellation of a whole class of shares consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class (in the order provided for above), each such class of shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such class of shares) to such portion of the Total Cancellation Amount with respect to the class of shares to be redeemed, and the holders of shares of the repurchased and cancelled shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant class of shares.

5.5. A reduction of share capital through the repurchase of a class of shares may only be made within the respective Class Periods, e.g.:

The period for the Class A Shares is the period starting on the date of the notarial deed of 16 October 2015 and ending no later than on 31 December 2015 (the “Class A Period”).

The period for the Class B Shares is the period starting on the day after the Class A Period and ending on no later than 31 December 2016 (the “Class B Period”).

The period for the Class C Shares is the period starting on the day after the Class B Period and ending no later than 31 December 2017 (the “Class C Period”).

The period for the Class D Shares is the period starting on the day after the Class C Period and ending no later than 31 December 2018 (the “Class D Period”).

The period for the Class E Shares is the period starting on the day after the Class D Period and ending on no later than 31 December 2019 (the “Class E Period”).

The period for the Class F Shares is the period starting on the day after the Class E Period and ending on no later than 31 December 2020 (the “Class F Period”).

The period for the Class G Shares is the period starting on the day after the Class F Period and ending on no later than 31 December 2021 (the “Class G Period”).

The period for the Class H Shares is the period starting on the day after the Class G Period and ending no later than 31 December 2022 (the “Class H Period”).

The period for the Class I Shares is the period starting on the day after the Class H Period and ending no later than 31 December 2023 (the “Class I Period”).

The period for the Class J Shares is the period starting on the day after the Class I Period and ending no later than 31 December 2024 (the “Class J Period”).

5.6. Where a class of shares has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the redemption and cancellation of such class(es) of shares can be made during a new period (the “New Period”) which shall start on the date after the last Class Period (or as the case may be, the date after the end of the immediately preceding New Period of another class) and end no later than one year after the start date of such New Period. The first New Period shall start on the day after the Class J Period and the class of shares not repurchased and not cancelled in their respective Class Period shall come in the order from class A to class J (to the extent not previously repurchased and cancelled).

For the avoidance of doubt, in the event that a repurchase and cancellation of a class of shares shall take place prior to the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period), the following Class Period (or as the case may be, New Period) shall start on the day after the repurchase and cancellation of such class of shares and shall continue to end on the day such as initially defined in the Articles above.

Upon the repurchase and cancellation of the entire relevant class(es), the Cancellation Amount will become due and payable by the Company to the Shareholder(s) pro-rata to their holding in such class(es). For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

5.7 The Company may repurchase its shares as provided herein only to the extent otherwise permitted by Law.

5.8. For the purpose of this article:

“Available Amount” means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent shareholders would have been entitled to dividend distributions according to these Articles, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium account up to the amount of losses including carried forward losses) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves (including the share premium account up to the amount of L)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles.

OD = any annual fixed dividends to which is entitled the holder(s) of the Ordinary Shares pursuant to these Articles.

PE = Profit Entitlement (the annual fixed dividends to which the holder(s) of the classes of Shares is entitled pursuant to these Articles.

The Available Amount, as determined by using the formula described here above, can be increased by any surplus cash or/and assets available to the Company at the time of the redemption, such surplus cash or/and assets being paid from the share premium account up to the amount of the share premium at the time of the redemption.

“Available Liquidities” shall mean (i) all the cash held by the Company (except for cash on term deposits with a remaining maturity exceeding six (6) months), (ii) any readily marketable money market instruments, bonds and notes and any receivable which in the opinion of the Board of Managers will be paid to the Company in the short term less any indebtedness or

other debt of the Company payable in less than six (6) months determined on the basis of the Interim Accounts relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) and (iii) any assets such as shares, stock or securities of other kind held by the Company.

“Cancellation Amount” shall mean an amount not exceeding the Available Amount relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) provided that such Cancellation Amount cannot be higher than the Available Liquidities relating to the relevant Class Period (or New Period).

“Cancellation Value Per Share” means the amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be cancelled.

“Class Period” shall mean each of the Class A Period, the Class B Period, the Class C Period, the Class E Period, the Class F Period, the Class G Period, the Class H Period, the Class I Period and the Class J Period.

“Interim Accounts” means the interim accounts of the Company under Luxembourg GAAP as at the relevant Interim Account Date.

“Interim Account Date” means the date no earlier than eight (8) days before the date of the cancellation of a class of shares.

“Total Cancellation Amount” means the amount determined by the board of managers or as the case may be the sole manager and approved at the General Meeting (or as the case may be the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant class of shares unless otherwise resolved at the General Meeting (or as the case may be by the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 13 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 13. Allocation of profits.

13.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

13.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

13.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) Interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

(vi) the interim dividends shall be allocated and paid in the following order:

the holder(s) of the Class A Shares shall be entitled to a dividend equal to 1% (or alternatively 10%) of the nominal value of the Class A Shares;

the holder(s) of the Class B Shares shall be entitled to a dividend equal to 2% (or alternatively 9%) of the nominal value of the Class B Shares;

the holder(s) of the Class C Shares shall be entitled to a dividend equal to 3% (or alternatively 8%) of the nominal value of the Class C Shares;

the holder(s) of the Class D Shares shall be entitled to a dividend equal to 4% (or alternatively 7%) of the nominal value of the Class D Shares;

the holder(s) of the Class E Shares shall be entitled to a dividend equal to 5% (or alternatively 6%) of the nominal value of the Class E Shares;

the holder(s) of the Class F Shares shall be entitled to a dividend equal to 6% (or alternatively 5%) of the nominal value of the Class F Shares;

the holder(s) of the Class G Shares shall be entitled to a dividend equal to 7% (or alternatively 4%) of the nominal value of the Class G Shares;

the holder(s) of the Class H Shares shall be entitled to a dividend equal to 8% (or alternatively 3%) of the nominal value of the Class H Shares;

the holder(s) of the Class I Shares shall be entitled to a dividend equal to 9% (or alternatively 2%) of the nominal value of the Class I Shares;

the holder(s) of the Class J Shares shall be entitled to a dividend equal to 10% (or alternatively 1%) of the nominal value of the Class J Shares;

the holders of the ordinary Shares shall be entitled to a fixed annual dividend equal to 0.5% of the nominal value of the ordinary Shares.”

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately two thousand three hundred euro (EUR 2,300.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is drawn up in English, followed by a German version and, in case of divergences between the English and German texts, the English version prevails.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Contern, on the day named at the beginning.

The deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter and the undersigned notary.

Deutsche Uebersetzung des Vorstehenden Textes

Am vierundzwanzigsten Tag des Monats November im Jahre zweitausendfünfzehn,
ist vor dem unterzeichnenden Notar Edouard DELOSCH, mit Amtssitz in Diekirch, im Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

Die ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp, organisiert in Form einer speziellen Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handelsund Gesellschaftsregister unter Nummer B 189.417, vertreten durch ihren Verwalter ECE Real Estate Partners S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels-und Gesellschaftsregister unter Nummer B 157.549 und ein Gesellschaftskapital von einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 125,000.-) hat,

in ihrer Eigenschaft als Alleingesellschafterin der HAB2 Prop Co. B S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach luxemburgischen Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter in L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handelsund Gesellschaftsregister unter der Nummer B 175.210, gegründet am 8. Februar 2013 gemäß Urkunde von Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 837 vom 4. September 2013, und deren Satzung am 18. Dezember 2014 abgeändert wurde gemäß Urkunde von Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 209 vom 27. Januar 2015 (die Gesellschaft),

hier vertreten durch José María Ortiz, Geschäftsführer, geschäftsansässig in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der Vollmacht, welche am 23. November 2015 erteilt wurde.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um diese später bei der Registrierungsbehörde einzureichen.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben dargestellt, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, folgendes zu beurkunden:

I. ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp ist Alleingesellschafterin der Gesellschaft (die Alleingesellschafterin) und vertritt das gesamte Gesellschaftskapital;

II. Die Alleingesellschafterin fasst folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschliesst, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft um einem Betrag von einer Million elftausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 1,011,250.-) zu erhöhen von seinem gegenwärtigen Betrag in Höhe von dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13,750.-) auf eine Million fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 1,025,000.-), durch Ausgabe der folgenden Anteile:

- Dreiundzwanzigtausendsiebenhundertfünfzig (23,750) Stammanteile,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse A,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse B,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse C,

- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse D,
 - Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse E,
 - Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse F,
 - Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse G,
 - Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse H,
 - Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse I,
 - Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse J,
- jeder neue Anteil mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.) und mit den gleichen Rechten ausgestattet wie die bereits existierenden, von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile (die Kapitalerhöhung).

Zweiter Beschluss
Zeichnung - Zahlung

Daraufhin erschien die ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp, organisiert in Form einer speziellen Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 189.417, vertreten durch ihren Verwalter ECE Real Estate Partners S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 157.549 und ein Gesellschaftskapital von einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 125,000.-) hat, (die Anteilszeichnerin),

hier vertreten durch José María Ortiz, Geschäftsführer, mit Geschäftsadresse in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, mittels Vorlage einer Vollmacht vom 23. November 2015.

Die Anteilszeichnerin erklärte die Zeichnung der folgenden Anteile:

- Dreiundzwanzigtausendsiebenhundertfünfzig (23,750) Stammanteile,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse A,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse B,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse C,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse D,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse E,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse F,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse G,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse H,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse I,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse J,

mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.-), und mit den gleichen Rechten ausgestattet wie die bereits existierenden, von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile

und den vollen Betrag für diese neuen Anteile in Höhe von einer Million elftausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 1,011,250.-) in bar einzuzahlen sowie dem unterzeichnenden Notar den Nachweis zu erbringen, dass der Betrag in Höhe von einer Million elftausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 1,011,250.-) jetzt der Gesellschaft zur Verfügung steht.

Die Alleingesellschafterin beschloss, die besagte Zeichnung und Zahlung zu akzeptieren und die nachfolgenden neuen Anteile entsprechend der oben erläuterten Zeichnung zuzuweisen:

- Dreiundzwanzigtausendsiebenhundertfünfzig (23,750) Stammanteile,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse A,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse B,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse C,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse D,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse E,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse F,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse G,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse H,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse I,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse J,

mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.-), und mit den gleichen Rechten ausgestattet wie die bereits existierenden, von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile

Dritter Beschluss

Die Alleingeschafterin beschließt folglich, Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher fortan wie folgt lauten soll:

“ Art. 5. Kapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf eine Million fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 1,025,000.-), bestehend aus (i) fünfundzwanzigtausend (25,000) Stammanteilen, (ii) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse A (die “Klasse A Anteile”), (iii) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse B (die “Klasse B”), (iv) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse C (die “Klasse C Anteile”), (v) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse D (die “Klasse D Anteile”), (vi) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse E (die “Klasse E Anteile”), (vii) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse F (die “Klasse F Anteile”), (viii) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse G (die “Klasse G Anteile”), (ix) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse H (die “Klasse H Anteile”), (x) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse I (die “Klasse I Anteile”) und (xi) einhunderttausend (100,000) Anteilen der Klasse J (die “Klasse J Anteile”); jede in registrierter Form und voll eingezahlt mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.-).

5.2 Zusätzlich zum gezeichneten Gesellschaftskapital kann ein Rücklagenkonto für das Emmissionsagio eingerichtet werden, auf welchem das auf die Stammanteile über deren Nominalwert eingezahlten Emissionsagio als Kapitalrücklage verbucht werden kann. Der Betrag des Rücklagenkontos kann für Zahlungen der Gesellschaft an ihre(n) Gesellschafter im Rahmen des Rückerwerbs von Stammanteilen, zum Ausgleich des realisierten Nettoverlusts, für Ausschüttungen an den/ die Gesellschafter in Form von Dividenden verwendet werden oder der gesetzlichen Kapitalrücklage zugeführt zu werden.

5.3. Durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter, der in Übereinstimmung mit den für eine Satzungsänderung erforderlichen Bestimmungen zu fassen ist, kann das gezeichnete Gesellschaftskapital durch die Ausgabe von Anteilen erhöht oder herabgesetzt werden. In keinem Fall darf das Gesellschaftskapital unter einen Betrag von fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,-) fallen. Dessen ungeachtet kann das Gesellschaftskapital der Gesellschaft verringert werden durch die Löschung einer gesamten Anteilsklasse (nicht jedoch eines Teils der Anteilsklasse), welche durch Rückerwerb und Annullierung aller in dieser Klasse ausgegebenen Anteilen erfolgt, wie es von Zeit zu Zeit durch den Geschäftsführungsrat entschieden und durch die Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigt wird; der Rückerwerb und die Annullierung von Stammanteilen durch die Gesellschaft sind ausgeschlossen. Sofern der Rückerwerb und die Annullierung einer gesamten Klasse beabsichtigt sind, haben diese in der folgenden Reihenfolge zu erfolgen: (i) Klasse A Anteile; (ii) Klasse B Anteile; (iii) Klasse C Anteile; (iv) Klasse D Anteile; (v) Klasse E Anteile; (vi) Klasse F Anteile; (vii) Klasse G Anteile; (viii) Klasse H Anteile; (ix) Klasse I Anteile und (x) Klasse J Anteile.

5.4. Im Falle der Kapitalherabsetzung durch Löschung einer gesamten Anteilsklasse durch Rückerwerb und Annullierung aller ausgegebenen Anteile in der betreffenden Klasse (gemäß obiger Reihenfolge) steht jedem Inhaber von Anteilen dieser Anteilsklasse (pro rata gemäß der gehaltenen Anteile in der jeweiligen Anteilsklasse) ein anteiliger Anspruch aus dem Gesamtannullierungsbetrag in Bezug auf die einzuziehende Anteilsklasse zu; und jeder Inhaber von rückerworbenen oder annullierten Anteilen erhält von der Gesellschaft einen Betrag, der dem Annullierungswert pro Anteil für jeden Anteil der relevanten Anteilsklasse entspricht.

5.5. Eine Verminderung des Gesellschaftskapitals durch Rückerwerb einer Anteilsklasse kann nur innerhalb der betreffenden Klassenperiode erfolgen, z.B.:

Die Periode für die Anteile der Klasse A ist die Periode beginnend vom Zeitpunkt der notariellen Urkunde vom 16. Oktober 2015 bis längstens 31. Dezember 2015 (die Klasse A Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse B ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse A Periode bis längstens 31. Dezember 2016 (die Klasse B Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse C ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse B Periode bis längstens 31. Dezember 2017 (die Klasse C Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse D ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse C Periode bis längstens 31. Dezember 2018 (die Klasse D Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse E ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse D Periode bis längstens 31. Dezember 2019 (die Klasse E Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse F ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse E Periode bis längstens 31. Dezember 2020 (die Klasse F Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse G ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse F Periode bis längstens 31. Dezember 2021 (die Klasse G Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse H ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse G Periode bis längstens 31. Dezember 2022 (die Klasse H Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse I ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse H Periode bis längstens 31. Dezember 2023 (die Klasse I Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse J ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse I Periode bis längstens 31. Dezember 2024 (die Klasse J Periode).

5.6. Im Falle, dass eine Anteilsklasse nicht zurückerworben und aufgelöst wurde innerhalb der relevanten Klassenperiode, kann die Rückgabe und Auflösung dieser Anteilsklasse(n) innerhalb einer neuen Periode (die Neue Periode) erfolgen, welche am Datum nach der letzten Klassenperiode (oder gegebenenfalls dem Datum nach der unmittelbar vorangehenden Neuen Periode einer anderen Klasse) und spätestens ein Jahr nach dem Datumbeginn einer solchen Neuen Periode enden. Die erste neue Periode beginnt am Tag nach der Klasse J Periode und die in ihrer betreffenden Klassenperiode nicht zurückerworbene und nicht aufgelöste Anteilsklasse erfolgt der Reihe nach von Klasse A bis Klasse J (soweit sie nicht zuvor zurückerworben und aufgelöst wurde).

Um Zweifel zu vermeiden, im Falle, dass ein Rückerwerb und eine Auflösung einer Anteilsklasse vor dem letzten Tag ihrer betreffenden Klassenperiode erfolgt (oder gegeben falls Neuen Periode), beginnt die nachfolgende Klassenperiode (oder gegeben falls die Neue Periode) am Tag nach dem Rückerwerb und der Auflösung dieser Anteilsklasse und endet an demjenigen Tag wie ursprünglich in den obigen Artikeln definiert.

Mit Rückerwerb und Auflösung der gesamten relevanten Klassen wird die Auflösungssumme fällig und zahlbar durch die Gesellschaft an die Gesellschafter(in) anteilmäßig gemäß deren Klassenanteil(en). Die Gesellschaft kann ihre Zahlungsverpflichtung in bar, durch Sachleistung oder Aufrechnung erfüllen.

Für Zwecke dieses Artikels:

„Verfügbarer Betrag“ bedeutet den Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich vorgetragener Gewinne) soweit Gesellschafter gemäß dieser Satzung zum Erhalt von Dividendenausschüttungen berechtigt gewesen wären, erhöht um (i) alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zur Höhe der Verluste einschließlich vorgetragener Verluste) und (ii) gegebenenfalls den Betrag der Kapitalherabsetzung und der Verringerung der gesetzlichen Rücklagen im Hinblick auf die einzuziehenden/zu löschenden Anteilsklassen, jedoch verringert um (i) alle Verluste (einschließlich vorgetragener Verluste), und (ii) aller Beträge, welche aufgrund des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen, jedes Mal wie in den betreffenden Zwischenbilanzen dargestellt (jedoch ohne doppelte Buchung) so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Wobei:

AA = Verfügbarer Betrag

NP = Nettogewinn (einschließlich vorgetragener Gewinne)

P = alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zu einem Betrag von L)

CR = der Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage bezogen auf diejenige Anteilsklasse, welche aufgelöst werden soll

L = Verluste (einschließlich vorgetragene Verluste)

LR = alle Beträge, welche aufgrund Anforderungen des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen.

OD = sämtliche jährlich festgelegten Dividenden, zu welchen der/die Inhaber der Stammanteile gemäß diesen Artikeln berechtigt ist/sind.

PE = Gewinnanspruch (die jährlich festgelegten Dividenden, zu welchen der/die Inhaber von Anteilsklassen gemäß diesen Artikeln berechtigt ist/sind).

Der verfügbare Betrag, basierend auf obiger Formel, kann um sämtliche der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahme zur Verfügung stehende überschüssige Liquidität und/oder Vermögenswerte, erhöht werden, wobei überschüssige Liquidität und Vermögenswerte aus dem Rücklagenkonto des Emissionsagio bis zur Höhe des Betrags der an das Emissionsagio gebundenen Kapitalrücklage zum Zeitpunkt der Rücknahme zu zahlen sind.

„Verfügbare Liquidität“ bedeutet (i) alles Bargeld, das von der Gesellschaft gehalten wird (mit Ausnahme von Festgeldanlagen mit einer Restlaufzeit von mehr als sechs (6) Monaten, (ii) sämtliche leicht vermarktbar Geldmarktinstrumente, Bonds, Banknoten und alle Forderungen, welche nach Meinung des Geschäftsführungsrats in Kürze gezahlt werden abzüglich jeglicher Schuldenlast oder anderer Verbindlichkeiten der Gesellschaft, welche auf Grundlage der Zwischenbilanzen der betreffenden Klassenperiode (oder gegebenen falls Neuen Periode) in weniger als sechs (6) Monaten fällig sind und (iii) sämtliche Vermögenswerte wie Anteile, Wertpapiere oder Sicherheiten oder sonstige Vermögenswerte, welche die Gesellschaft besitzt.

„Annullierungsbetrag“ bedeutet ein Betrag, welcher den zu der betreffenden Klassenperiode (oder gegeben falls Neuen Periode) gehörenden verfügbaren Betrag nicht übersteigt, soweit der Annullierungsbetrag nicht höher ist als die verfügbare Liquidität der betreffenden Klassenperiode (oder Neuen Periode).

„Annullierungswert pro Anteil“ bedeutet den durch Division des Gesamtannullierungsbetrages durch die ausgegebene Anzahl von Anteilen in der von der Annullierung betroffenen Anteilsklasse errechneten Wert.

„Klassenperiode“ bedeutet jede der Klasse A Periode, Klasse B Periode, Klasse C Periode, Klasse D Periode, Klasse E Periode, Klasse F Periode, Klasse G Periode, Klasse H Periode, Klasse I Periode und Klasse J Periode.

“Zwischenbilanzen” bedeuten die Zwischenbilanzen der Gesellschaft gemäß Luxemburger GAAP zum betreffenden Zwischenbilanzzeitpunkt.

“Zwischenbilanzzeitpunkt” bedeutet das Datum frühestens acht (8) Tage vor dem Datum der Löschung einer Anteilsklasse.

“Gesamtannullierungsbetrag” bedeutet der vom Geschäftsführungsrat oder gegebenenfalls dem Alleingeschäftsführer festgelegten und von der Hauptversammlung (oder gegebenenfalls dem Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigten Betrag, basierend auf den relevanten Zwischenbilanzen. Der Gesamtannullierungsbetrag muss niedriger oder gleich dem gesamten Verfügbaren Betrag zum Zeitpunkt der Löschung der betreffenden Anteilsklasse sein, es sei denn, dass dies anderweitig durch die Hauptversammlung (oder gegebenenfalls durch den Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter gemäß den Bestimmungen zur Änderung dieser Satzung beschlossen worden ist, vorausgesetzt jedoch, dass der Gesamtannullierungsbetrag nie höher sein darf als der Verfügbare Betrag.“

Vierter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, Artikel 13 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher fortan wie folgt lauten soll:

“ Art. 13. Gewinnausschüttung.

13.1. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

13.2. Die Gesellschafter entscheiden auf welche Art und Weise über den Überschuss des jährlichen Nettogewinns zu verfügen ist. Sie können, in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Regelungen, mit dem Überschuss eine Dividendenausschüttung vornehmen, diesen auf ein Rücklagenkonto einzahlen oder als Gewinn vortragen.

13.3. Abschlagsdividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

(i) ein Zwischenabschluss wird vom Rat angefertigt;

(ii) dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive des Emissionsagio) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird allgemein angenommen, dass der auszuschüttende Betrag, die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;

(iii) die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch den Rat innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden;

(iv) es wird eine Zusicherung abgegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft durch die Zwischenausschüttung nicht gefährdet werden; und

(v) übersteigen die gezahlten Abschlagsdividenden den ausschüttungsfähigen Gewinn am Ende des Geschäftsjahres, so müssen die Gesellschafter der Gesellschaft den ausgeschütteten Betrag zurückerstatten.

(vi) die Abschlagsdividenden werden in folgender Reihenfolge ausgezahlt:

die Inhaber der Klasse A Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 1% (oder alternativ 10%) des Nominalwerts der Anteilsklasse A entspricht

die Inhaber der Klasse B Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 2% (oder alternativ 9%) des Nominalwerts der Anteilsklasse B entspricht

die Inhaber der Klasse C Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 3% (oder alternativ 8%) des Nominalwerts der Anteilsklasse C entspricht

die Inhaber der Klasse D Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 4% (oder alternativ 7%) des Nominalwerts der Anteilsklasse D entspricht

die Inhaber der Klasse E Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 5% (oder alternativ 6%) des Nominalwerts der Anteilsklasse E entspricht

die Inhaber der Klasse F Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 6% (oder alternativ 5%) des Nominalwerts der Anteilsklasse F entspricht

die Inhaber der Klasse G Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 7% (oder alternativ 4%) des Nominalwerts der Anteilsklasse G entspricht

die Inhaber der Klasse H Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 8% (oder alternativ 3%) des Nominalwerts der Anteilsklasse H entspricht

die Inhaber der Klasse I Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 9% (oder alternativ 2%) des Nominalwerts der Anteilsklasse I entspricht

die Inhaber der Klasse J Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 10% (oder alternativ 1%) des Nominalwerts der Anteilsklasse J entspricht

die Inhaber der Stammanteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 0,5% des Nominalwerts der Stammanteile“

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche von der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde entstehen, werden ungefähr zweitausenddreihundert Euro (EUR 2.300.-) betragen.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, welcher der englischen Sprache im Verständnis und Sprachgebrauch mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei die Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung verfasst wurde und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Um dies zu beurkunden wurde die notarielle Urkunde am vorgenannten Tag in Contern aufgenommen.

Sie wurde dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen und von der letzteren und dem unterzeichnenden Notar unterschrieben.

Gezeichnet: J. M. ORTIZ, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 25 novembre 2015. Relation: DAC/2015/20003. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 27. November 2015.

Référence de publication: 2015191949/544.

(150215185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Maps WB Platz Parking, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 200.880.

In the year two thousand and fifteen, on the sixteenth day of November.

Before the undersigned, Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Maps Cologne One, a société anonyme existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 200.872, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Sole Shareholder"),

here represented by Frank Stolz-Page, with professional address in Mondorf-les-Bains,

by virtue of a proxy under private seal given on 28 October 2015.

The said proxy, initialed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of Maps WB Platz Parking (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 200.880, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg, on 16 October 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of incorporation have not been amended since.

Whereas, the appearing party, representing the whole corporate capital and having waived any notice requirement, requires the notary to enact the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of thirty-one thousand ninety euro (EUR 31,090) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) up to forty-three thousand five hundred ninety euro (EUR 43,590) by issuing thirty-one thousand ninety (31,090) shares, having a nominal value of one euro (EUR 1) each.

The thirty-one thousand ninety (31,090) new shares have been subscribed by Maps Cologne One, aforementioned, represented as stated above, for an aggregate price of three hundred ten thousand nine hundred euro (EUR 310,900), entirely paid up in cash, so that the amount of three hundred ten thousand nine hundred euro (EUR 310,900) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution of three hundred ten thousand nine hundred euro (EUR 310,900) has been allocated as follows:

- thirty-one thousand ninety euro (EUR 31,090) have been allocated to the share capital of the Company;
- two hundred seventy-nine thousand eight hundred ten euro (EUR 279,810) have been allocated to the share premium of the Company.

Second resolution

As a consequence of the precedent resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article 5.1 of the articles of incorporation of the Company as follows:

“ 5.1. The Company’s share capital is set at forty-three thousand five hundred ninety euro (EUR 43,590) represented by forty-three thousand five hundred ninety (43,590) shares, with a nominal value of one euro (EUR 1) each.”

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand eight hundred euro (EUR 1,800).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a German translation; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English text shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed the present deed together with the notary.

Follows the German Translation of the Foregoing Deed

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am sechzehnten Tag des Monats November.

Vor uns, Maître Marc Loesch, Notar mit Amtswohnsitz in Bad-Mondorf, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Maps Cologne One, eine société anonyme bestehend nach dem Recht vom Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Firmenregister unter der Nummer B 200.872, mit Sitz in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg (die „alleinige Gesellschafterin“),

hier vertreten durch Herrn Frank Stolz-Page, mit Berufsanschrift in Bad-Mondorf,

aufgrund einer am 28. Oktober 2015 privatschriftlichen erteilten Vollmacht.

Diese Vollmacht wird nach Paraphierung „ne varietur“ durch den Notar und den/die Bevollmächtigte(n) vorliegender Urkunde als Anlage beigefügt, um mit dieser Urkunde einregistriert zu werden.

Die erschienene Partei ist die alleinige Gesellschafterin der Maps WB Platz Parking (die „Gesellschaft“), einer luxemburgischen société à responsabilité limitée, bestehend nach dem Recht vom Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 200.880, mit Gesellschaftssitz in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet durch notarielle Urkunde, ausgestellt von Maître Marc Loesch, Notar wohnhaft in Mondorf-les-Bains, Großherzogtum Luxemburg, am 16. Oktober 2015, noch nicht, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Die Satzung wurde seitdem nicht geändert.

Die erschienene Partei, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt und auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet hat, ersucht den Notar die folgenden Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, das Gesellschaftskapital um einen Betrag von einunddreißigtausendneunzig Euro (EUR 31.090) zu erhöhen, so dass das Gesellschaftskapital, welches aktuell zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt, auf dreiundvierzigtausendfünfhundertneunzig Euro (EUR 43.590) erhöht wird durch Ausgabe von einunddreißigtausendneunzig (31.090) Aktien mit einem Nominalwert von je einem (1) Euro.

Die einunddreißigtausendneunzig (31.090) neuen Anteile wurden durch Maps Cologne One, vorgenannt, vertreten wie oben angegeben, für einen voll in Bar einbezahlten Gesamtpreis von dreihundertzehntausendneunhundert Euro (EUR 310.900) gezeichnet, so dass der Betrag von dreihundertzehntausendneunhundert Euro (EUR 310.900) der Gesellschaft ab nun zur Verfügung steht, so wie vor dem unterzeichnenden Notar gerechtfertigt.

Der gesamte Einzahlungsbetrag in Höhe von dreihundertzehntausendneunhundert Euro (EUR 310.900) wird wie folgt zugeteilt:

- einunddreißigtausendneunzig Euro (EUR 31.090) werden dem Gesellschaftskapital zugeteilt;
- zweihundertneunundsiebzigttausendachthundertzehn Euro (EUR 279.810) werden als Ausgabepremie der Gesellschaft verbucht.

Zweiter Beschluss

In Folge des vorstehenden Beschlusses, beschließt die alleinige Gesellschafterin, Artikel 5.1 der Satzung der Gesellschaft wie folgt zu ändern:

„5.1. Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt dreiundvierzigtausendfünfhundertneunzig Euro (EUR 43.590) bestehend aus dreiundvierzigtausendfünfhundertneunzig (43.590) Anteilen mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.“

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, in welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass des vorliegenden Aktes entstehen, beläuft sich auf ungefähr eintausend achthundert Euro (EUR 1,800).

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht stellt hiermit fest, dass die vorliegende Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei in Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Anfrage derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen der deutschen und der englischen Fassung ist die englische Fassung maßgeblich.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Bad-Mondorf, in der Amtsstube des unterzeichnenden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung des Vorstehenden gegenüber dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei, dem Notar nach Namen, Vornamen sowie Familienstand und Wohnort bekannt, hat der Bevollmächtigte der erschienenen Partei mit uns, dem Notar, die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 18 novembre 2015. GAC/2015/9955. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 25 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191184/109.

(150213609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Icebird S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 92.742.

In the year two thousand fifteen, on the seventeenth day of November.

Before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Icebird S.A., société de gestion de patrimoine familial, having its registered office at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed enacted by Maître Jean-Joseph WAGNER, notary in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, dated March 21st, 2003, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 465 of April 29th, 2003, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under section B number 92.742 (the “Company”).

The meeting is chaired by Mrs. Andreia ALVES, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary and as scrutineer, Mr. Anouar BELLI private employee, residing professionally in Luxembourg.

The chairman requests the undersigned notary to act that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list. That list and proxies, signed “ne varietur” by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II.- Closed, the attendance list let appear that the twenty-thousand (20,000) shares, representing the whole capital of the corporation, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

III.- The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the shareholders represented considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

IV.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1.- Decision to set up on voluntary liquidation the company.

2.- Appointment of the liquidator and definition of its powers.

These facts exposed and recognized accurate by the general meeting, the shareholders decide the following unanimously:

First resolution

The general meeting decides the anticipated dissolution of the Company and to put it into liquidation with immediate effect.

Second resolution

The general meeting decides to appoint as liquidator Audit and Trust Services S.à r.l., having its registered office at L-8522 Beckerich, 6, Jos Seyler Strooss (R.C.S. Luxembourg B 169.138).

The liquidator has the broadest powers foreseen by articles 144-148 bis of the law on commercial companies of August 10th, 1915 as amended. He may execute all acts foreseen by article 145 without the authorization of the general meeting whenever it is requested.

The liquidator is dispensed to draw up an inventory and he may refer to the books of the company.

He may, under his own liability, delegate for special operations to one or more proxy holders such capacities and for such period he may determine.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up and duly enacted in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

Following the French translation:

L'an deux mille quinze, le dix-sept novembre.

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Icebird S.A., société de gestion de patrimoine familial ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 21 mars 2003, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 465 le 29 avril 2003, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 92.742 (la "Société").

L'assemblée est présidée par Madame Andreia ALVES, employée privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire et scrutateur, Monsieur Anouar BELLI, employée privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les vingt mille (20.000) actions, représentant l'intégralité du capital social, sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'intégralité du capital social étant représentée à la présente l'assemblée, l'assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires représentés déclarent par ailleurs avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1.- Décision de la mise en liquidation volontaire de la Société.

2.- Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de la dissolution de la Société et de sa mise en liquidation avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer en tant que liquidateur Audit and Trust Services S.à r.l., ayant son siège social à L-8522 Beckerich, 6, Jos Seyler Strooss (R.C.S. Luxembourg B 169.138).

Le liquidateur a la mission de réaliser tout l'actif et apurer le passif de la Société. Dans l'exercice de sa mission, le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et il peut se référer aux écritures de la Société. Le liquidateur pourra sous sa seule responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires. Le liquidateur pourra engager la Société en liquidation sous sa seule signature et sans limitation. Il dispose de tous les pouvoirs tels que prévus à l'article 144 de la loi sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que de tous les pouvoirs stipulés à l'article 145 de ladite loi, sans avoir besoin d'être préalablement autorisés par l'assemblée générale des actionnaires.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont toutes signé avec le notaire la présente minute.

Signé: A. ALVES, A. BELLI, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 19 novembre 2015. Relation: DAC/2015/19695. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 25 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191059/104.

(150213973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Olexco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 107.712.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille quinze, le dix-huit novembre,

Par devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme OLEXCO S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 24, rue Astrid, L-1143 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 107712, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 22 avril 2005, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (ci-après le Mémorial C) numéro 908 du 16 septembre 2005; et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivante acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg en date du 6 août 2012, les statuts coordonnés ont été publiés au Mémorial C numéro 2393 du 26 septembre 2012.

L'assemblée est présidée par Sara Lecomte, employée privée, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Barbara Schmitt, employée privée, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Cette liste de présence fait apparaître que les mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (EUR 31,-), représentant l'intégralité du capital social de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

- 1.- Décision de la mise en liquidation volontaire de la société.
- 2.-Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
- 3.- Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 4.-Décision de tenir immédiatement les 2^{ème} et 3^{ème} Assemblées Générales.

5.-Approbation du rapport du liquidateur.

6.-Nomination du Commissaire à la liquidation.

7.- Approbation du rapport du Commissaire à la liquidation; et des comptes de clôture de la liquidation.

8.-Décharge au liquidateur et au Commissaire à la liquidation.

9.- Clôture de la liquidation.

10.-Détermination de l'endroit où les livres sociaux et autres documents seront conservés pour une période de 5 années.

IV.- L'intégralité du capital social étant représentée à la présente l'Assemblée, les Actionnaires décident de renoncer aux formalités de convocation.

Les actionnaires acceptent dès lors de délibérer et de voter les points portés à l'ordre du jour. Ils confirment que toute la documentation présentée lors de l'assemblée a été mise à leur disposition endéans une période suffisante pour leur permettre d'examiner attentivement chaque document.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation volontaire avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer en tant que liquidateur, la société A.M. TRUST S.à r.l., ayant son siège social au 10, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg immatriculée au Registre et de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 173359.

Le liquidateur prénommé a la mission de réaliser tout l'actif et apurer le passif de la société. Dans l'exercice de sa mission, le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et il peut se référer aux écritures de la société. Le liquidateur pourra sous sa seule responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires. Le liquidateur pourra engager la société en liquidation sous sa seule signature et sans limitation. Il dispose de tous les pouvoirs tels que prévus à l'article 144 de la loi sur les sociétés commerciales, ainsi que de tous les pouvoirs stipulés à l'article 145 de ladite loi, sans avoir besoin d'être préalablement autorisés par l'assemblée générale des associés

Troisième résolution

L'assemblée décide de donner décharge pleine et entière à l'administrateur unique et au Commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat.

Quatrième résolution

Conformément aux dispositions de l'article 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, l'Assemblée décide de tenir immédiatement et successivement les deuxième et troisième Assemblées Générales de liquidation.

Cinquième résolution

L'assemblée prend connaissance et approuve le rapport du liquidateur concernant les travaux réalisés pendant son mandat.

Ledit rapport après signature ne varietur par les personnes comparantes et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Sixième résolution

L'assemblée décide de nommer en tant que Commissaire à la liquidation FIDUCIARY TUCCI & PARTNERS S.A. une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 10A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 177770.

Septième résolution

L'assemblée, après en avoir pris connaissance, approuve le rapport du Commissaire à la liquidation et les comptes de liquidation.

Ledit rapport, après signature ne varietur, par les personnes comparantes et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Huitième résolution

L'assemblée décide de donner décharge pleine et entière au liquidateur et au Commissaire à la liquidation pour l'exercice de leur mandat.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de clôturer la liquidation.

Dixième résolution

L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq (5) ans à l'ancien siège de la société, et en outre que les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers ou aux actionnaires qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés au même ancien siège social au profit de qui il appartiendra.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Redange-sur-Attert, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec le notaire la présente minute.

Signé: S. LECOMTE, B. SCHMITT, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 19 novembre 2015. Relation: DAC/2015/19727. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): J.THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 26 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191283/102.

(150214417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Energie Blue S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3835 Schifflange, 39, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 136.540.

Déclaration de cessions de parts sociales

Suite à la cession de parts sociales intervenue en date du 17 novembre 2015 entre la société OC Finances S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 39, rue d'Esch, L-3835 Schifflange, immatriculée au RCS B130.364 et la société ABE FINANCES S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 39, rue d'Esch, L-3835 Schifflange, immatriculée au RCS B92.727, la répartition du capital social est la suivante:

ABE FINANCES S.à r.l.	900 parts sociales
Monsieur Olivier Barré	30 parts sociales
Madame Elise Parou	30 parts sociales
Madame Marie Carmen Legris	30 parts sociales
Total (neuf cents quatre-vingt-dix parts sociales)	990 parts sociales

Fait à Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Certifié sincère et conforme

Pour ENERGIE BLUE

Fideco S.A.

Référence de publication: 2015191841/21.

(150214979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

EF Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 19/21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 148.103.

EXTRAIT

Il apparaît que l'adresse professionnelle de Messieurs Raf Bogaerts et Dimitri Maréchal, ainsi que de Madame Peggy Partigianone, tous trois gérants de la Société a changé au 10 Novembre 2015 et est désormais sise au 19/21 route d'Arlon, L-8009 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015191833/12.

(150214851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.